

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 14 Juin 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°146 ■

DEMANDE MONDIALE
DE PÉTROLE

**L'Opep maintient
inchangées ses
prévisions pour
2023**

P 3

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE, DEPUIS HIER, À MOSCOU

La coopération économique au menu

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a entamé, depuis hier mardi, une visite d'Etat de trois jours en Russie, à l'invitation de son homologue russe, Vladimir Poutine. Une visite qui s'inscrit, indique un communiqué de la Présidence, dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays amis, notamment dans le domaine économique.



DÉVELOPPEMENT DE
L'HYDROGÈNE

**L'Algérie peut
devenir un acteur
régional majeur**

Les participants à un atelier d'experts sur le développement de l'hydrogène renouvelable, tenu hier mardi à Alger, ont relevé les fortes potentialités et les atouts de l'Algérie, lui permettant de devenir un acteur régional majeur dans cette filière.

P 2

P 3 GROUPE SAIDAL

**Porter le chiffre
d'affaires
à 50 milliards
de DA d'ici 2024**

Le Groupe Saïdal ambitionne d'augmenter son chiffre d'affaires à 50 milliards de DA d'ici 2024. Pour cela, tout un plan de développement a été mis en place. En effet, l'augmentation de la production du groupe est la priorité des priorités du groupe pharmaceutique.

P 4

PROTECTION DES TERRES
AGRICOLE

**Plaidoyer pour
la création d'un
marché du foncier**

Lors du dernier Davos en Janvier 2023, les 6 pays les plus riches au monde ont souligné les performances agricoles de l'Algérie, et nous ont classé parmi les pays émergents, leader en ce domaine, avec des perspectives les plus prometteuses, pour assurer sa sécurité alimentaire. Il est indéniable que les performances réalisées, ne sont pas le fruit du hasard, mais bel et bien, le résultat d'une politique agricole entamée par les pouvoirs publics. Mais à toute belle histoire, il y a un revers. Ces succès peuvent être freinés par l'envahissement du béton, qui a rongé, nombre de terres arables.

P 5

Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جي أون

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Merad reçoit le président du Conseil supérieur de la jeunesse

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a reçu, lundi au siège du ministère, le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, accompagné de membres du Bureau du Conseil, et ce, dans le cadre du travail participatif et de la coordination continue avec cette instance, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, "le ministre a salué le travail effectué par cette instance constitutionnelle, notamment au niveau local, en tant que trait d'union qui porte les préoccupations et les ambitions des jeunes, mais aussi en tant que force de proposition constructive qui contribue de manière qualitative à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques, en particulier celles ayant trait à cette catégorie dynamique", précise le communiqué.

Lors de cette rencontre, M. Merad a "réitéré la disposition de son département ministériel à garantir tout l'appui et l'accompagnement nécessaires au CSJ, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Il s'est engagé en ce sens à "intensifier les concertations avec les représentants du conseil aux niveaux central et local à travers des rencontres périodiques".

Après s'être "félicités de l'accompagnement et de l'appui dont bénéficie le conseil depuis son installation par les services du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire", le président du CSJ et les membres de la délégation ont passé en revue "les moyens et les perspectives d'intensification de l'action commune au service des aspirations des jeunes", conclut la même source.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

33 morts et 1154 blessés en une semaine

Trente-trois (33) personnes ont trouvé la mort et 1154 autres ont été blessées dans 941 accidents de la circulation survenus durant la période du 4 au 10 juin, à travers le territoire national, indique, mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'Sila avec 4 morts et 73 blessés suite à 36 accidents de la circulation, précise la même source.

Par ailleurs, les équipes de la Protection civile ont effectué 896 interventions pour l'extinction de 607 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (72), Tlemcen (35) et Oran (34). En outre, 9922 autres interventions ont été effectuées durant la même période pour le sauvetage de 461 personnes en situation de danger et pour l'exécution de 7846 opérations diverses d'assistance.

DÉVELOPPEMENT DE L'HYDROGÈNE

L'Algérie peut devenir un acteur régional majeur

Les participants à un atelier d'experts sur le développement de l'hydrogène renouvelable, tenu hier mardi à Alger, ont relevé les fortes potentialités et les atouts de l'Algérie, lui permettant de devenir un acteur régional majeur dans cette filière.

Par R E

Dans ce cadre, le secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Mines, Abdelkrim Aouissi, a souligné dans une allocution lors des travaux de cet atelier, co-organisé par son département ministériel et l'Union européenne (UE) au Centre international des conférences (CIC), que "l'Algérie dispose de plusieurs atouts pour être un acteur régional majeur en matière de développement de l'hydrogène, notamment vert". Parmi ces atouts, il a cité la position géographique de l'Algérie et son étendue avec un gisement solaire des plus importants au monde, sa proximité des marchés européens, ses réseaux et infrastructures de transport qui constituent "des avantages comparatifs pertinents".

Affirmant que l'Algérie ambitionne de devenir un acteur "important" dans la production et la commercialisation de l'hydrogène, M. Aouissi a rappelé que cette ambition s'est traduite par l'élaboration et l'adoption par le gouvernement d'une stratégie pour le développement de cette filière, dont la mise en œuvre a été confiée au ministère de l'Énergie et des

Mines et dont les bases institutionnelles "seront mises en place prochainement en tenant compte des discussions que nous avons déjà tenues avec certains partenaires européens".

Cependant, a-t-il noté, le développement de l'hydrogène nécessite "la convergence de plusieurs facteurs notamment la préparation du capital humain, le transfert technologique et le financement, mais surtout la création d'un marché transparent et compétitif".

En outre, M. Aouissi a indiqué que l'Algérie compte lancer des projets pilotes pour tester les différentes technologies et approches pour la production, le stockage et la distribution de l'hydrogène.

"Ces projets pilotes constitueront une base pour le déploiement à plus grande échelle de l'hydrogène dans le pays", a-t-il dit, citant parmi ces projets pilotes, celui de fertilisants à Arzew (Oran).

M. Aouissi s'est dit "convaincu que l'Algérie et l'Europe, de par leur proximité géographique, pourront ensemble assurer l'approvisionnement de leurs marchés énergétiques et réussir ainsi leur transition énergétique".

De son côté, l'ambassadeur de Suède en Algérie, Bjorn Haggmark, dont la pays assure la présidence du Conseil de l'UE, a af-

firmé que l'Algérie, qui est un fournisseur d'énergies fossiles "important et très fiable" de l'Europe, dispose d'atouts considérables pour devenir "un leader global dans la production de l'hydrogène renouvelable".

M. Haggmark a souligné dans ce sens la prédisposition de l'UE à "travailler avec l'Algérie dans le secteur de l'hydrogène vert, dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant".

L'Atelier d'experts sur le développement de la filière de l'hydrogène renouvelable qui intervient dans le cadre de la coopération algéro-européenne a réuni de nombreux experts algériens et européens et des responsables d'entreprises et organes publics concernés par le développement de l'hydrogène vert.

Les participants ont présenté à cette occasion les stratégies de l'Algérie et de l'UE de développement de l'hydrogène renouvelable, ainsi que le cadre réglementaire et les mécanismes incitatifs pour le développement de cette nouvelle filière.

Les infrastructures de production, de transport et de distribution de l'hydrogène sont également au cœur de cette rencontre, organisée en trois panels.

STATION DE DESSALEMENT DE CORSO

Nécessité d'accélérer la cadence de réalisation

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a inspecté le projet de réalisation de la station de dessalement d'eau de mer dans la commune de Corso (wilaya de Boumerdes) où il a souligné la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation de cette infrastructure dotée d'une capacité de production de 80.000 mètres cubes par jour (m3/j), indique mardi un communiqué du ministère.

Cette visite d'inspection a eu

lieu, lundi soir, en présence du wali de Boumerdes, du président directeur général de la Compagnie algérienne de l'énergie AEC (filiale du groupe Sonatrach, supervisant les projets de dessalement d'eau) et du président directeur général de la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB) (filiale du groupe Sonatrach, en charge des travaux de réalisation). Lors de l'inspection des travaux de réalisation de ce projet et de l'installation des

équipements de la station, le ministre a écouté un exposé des responsables de ce projet "névralgique" pour la région Est de la capitale et la wilaya de Boumerdes, notamment en ce qui concerne l'installation et la mise en service des équipements, selon le communiqué.

A ce propos, M. Arkab a souligné "la nécessité d'accélérer l'opération et d'achever la réalisation dans les délais convenus, et ce, suite au retard enregistré", insistant sur

l'impératif de "réunir toutes les conditions pour la mise en service de la station". Pour rappel, la station de Corso, qui s'étend sur une superficie de 6,25 hectares, s'inscrit dans le cadre du programme d'urgence, qui compte aussi la station de Ba-teau Cassé (10.000 m3/j) et celle d'El-Mersa (60.000 m3/j) dans la wilaya d'Alger, d'ores et déjà en service. La station de Corso (80.000 m3/j) sera bientôt livrée.

R E.

SONATRACH

Adoption du bilan annuel pour l'année 2022

Le Groupe Sonatrach a tenu, lundi à Alger, son Assemblée générale ordinaire (AGO) au cours de laquelle le bilan annuel pour l'année 2022 a été présenté et adopté, indique un communiqué de l'entreprise.

La réunion annuelle s'est déroulée au siège de la Direction générale de Sonatrach sous la prési-

dence du ministre de l'Énergie et des mines, Mohamed Arkab, avec la participation des membres de l'Assemblée générale, en l'occurrence le ministre des Finances, Laaziz Faïd, le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, le représentant de la Présidence de la République, Rafik Boukli-Hassane, en présence du P-dg du groupe

Sonatrach, Toufik Hakkar, ajoute le communiqué.

Le bilan a englobé les activités de prospection, de production, d'investissement et de commercialisation, en sus de l'examen des comptes sociaux de Sonatrach et des comptes consolidés du groupe pétrolier.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bolaghine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE, DEPUIS HIER, À MOSCOU

La coopération économique au menu

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a entamé, depuis hier mardi, une visite d'Etat de trois jours en Russie, à l'invitation de son homologue russe, Vladimir Poutine. Une visite qui s'inscrit, indique un communiqué de la Présidence, dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays amis, notamment dans le domaine économique.

Par Zahir R

Les deux chefs de l'Etat discuteront des relations bilatérales ainsi que de la signature d'un certain nombre d'accords. Moscou et Alger œuvrent à renforcer, ces derniers temps, leur coopération industrielle et économique, notamment dans les domaines des industries mécaniques, pharmaceutiques et ferroviaires.

D'ailleurs, le chef de l'Etat prendra part lors de cette visite aux travaux du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF). Une cinquantaine de chefs d'entreprises du secteur public et privé ont effectué le déplacement à Moscou pour y prendre part à cet événement important. La participation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à ce Forum qui accueillera plus de 1.700 participants, dont des entrepreneurs internationaux venus de 33 pays, vise à poser de nouveaux jalons dans les relations algéro-russes, notamment dans les domaines économique et scientifique.

La visite du chef de l'Etat qui s'étalera jusqu'au 16 juin prochain est aussi une occasion de renforcer le partenariat stratégique entre les deux pays, à la lumière de l'élection de l'Algérie au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Signataires en 2001 d'une Déclaration de partenariat stratégique, l'Algérie et la Russie ont vu leur relation se renforcer depuis l'élection du Président Tebboune, et ce à travers un contact et une concertation permanents entre les dirigeants des deux pays, en sus des visites de plusieurs dirigeants politiques et de délégations parlementaires et économiques.

En effet, les relations algéro-russes connaissent ces dernières années une

densité, une dynamique et un haut degré de concertation, les deux pays entretenant un dialogue actif, notamment sur les questions internationales et régionales.

Un niveau de concertation traduit par des entretiens téléphoniques réguliers entre le Président Tebboune et son homologue russe Vladimir Poutine, ayant permis aux deux présidents d'échanger les vues sur la situation internationale, les dossiers régionaux, et les perspectives de coopération énergétique, et de souligner l'importance de l'échange de visites de haut niveau.

Dans ce cadre, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a effectué en mai 2022 une visite à Alger durant laquelle il a affirmé la détermination des deux pays à renforcer leur coopération, à travers la signature d'un nouveau document qui servirait de base aux relations bilatérales, ainsi que les visites mutuelles de responsables militaires.

L'Algérie avait participé, en novembre 2021 au Royaume d'Arabie Saoudite, aux travaux de la réunion du groupe de vision stratégique "Russie-Monde islamique", ainsi qu'aux travaux de la 12e session de la réunion du même groupe qui avaient eu lieu à Kazan (République du Tatarstan) en 2022.

La présidente du Conseil de la Fédération de Russie, Mme Valentina Matvienko, avait effectué, en mars dernier, une visite en Algérie, lors de laquelle elle a souligné l'appui de son pays à la volonté de l'Algérie de rejoindre les "BRICS", affirmant que l'Algérie était pour la Fédération de Russie "un partenaire fiable et très important au niveau du continent africain".

En 2022, deux groupes parlementaires d'amitié Algérie-Russie ont été installés au niveau des deux Chambres du Parlement, constituant un nouveau jalon

dans le renforcement de la coopération entre les deux pays.

Vers le lancement d'un nouveau partenariat économique

Au registre économique, de nombreuses opportunités de coopération s'offrent à l'Algérie et la Russie qui prévoient aussi le lancement d'un nouveau partenariat économique prometteur dans divers domaines, notamment dans le sillage des visites mutuelles des hommes d'affaires des deux pays, présents aux nombreuses expositions et manifestations organisées de part et d'autre.

Des événements qui ont permis aux deux parties d'examiner les opportunités de partenariat et d'investissement dans de nombreux domaines tels que les industries automobile, électronique, pharmaceutique et l'aérospatiale, outre l'énergie, l'agriculture et autres. Septembre dernier, la Commission gouvernementale mixte algéro-russe de la coopération économique, commerciale, scientifique et technique a tenu sa 10e session, et permis de mettre l'accent sur la nécessaire intensification des investissements conjoints tout en encourageant le transfert de technologie et d'expérience, d'autant que l'Algérie a engagé la mise en œuvre d'un nouveau programme de relance économique visant à développer une économie solide et diversifiée, créatrice de richesses et d'emplois. Un programme accordant la priorité aux projets de partenariat et aux investissements directs étrangers, avec une ouverture sur le marché international, notamment à la lumière des privilèges accordés par l'Algérie au titre de la nouvelle loi sur l'investissement.

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE

L'Opep maintient inchangées ses prévisions pour 2023

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a maintenu ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2023, en dépit d'«incertitudes» sur la croissance économique, selon le dernier rapport mensuel du cartel publié mardi.

Pour l'année en cours, la demande en pétrole va rester «inchangée», atteignant 101,91 millions de barils par jour, selon la dernière évaluation de l'Opep, qui révisé ses prévisions tous les mois. L'Opep anticipe toujours une hausse de 2,3 millions de barils par jour par rapport à 2022, essentiellement tirée par les pays non-membres de l'OCDÉ.

Cependant, «il existe des incertitudes croissantes concernant la croissance économique au second semestre dans un contexte d'inflation élevée persistante, de taux d'intérêt directeurs déjà élevés et d'un marché du travail tendu», souligne l'Opep.

Les cours du pétrole se sont repliés ces derniers mois, au point que les pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+), comptant au total 23 pays, sont récemment intervenus en diminuant leur production pour tenter de les soutenir. Les baisses de production instaurées depuis début mai par neuf pays - dont Ryad, Moscou, Bagdad ou encore Dubaï - pour un total de 1,6 million de barils quotidiens, ont été prolongées jusqu'à fin 2024.

R E

TRONÇONS DE LA 4^E ROCADÉ D'ALGER

La totalité des contraintes prise en charge

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base Lakhdar Rakhroukh a fait part mardi à partir de Médéa de la prise en charge de la totalité des contraintes à l'origine du retard constaté dans la réalisation des tronçons routiers du projet de la 4e rocade d'Alger qui desservent plusieurs localités de la wilaya de Médéa.

"Les principales contraintes sur lesquelles butaient les travaux de réalisation des tronçons routiers du projet de la 4e rocade d'Alger devant faire la jonction entre Hannacha et Berrouaghia, sur un linéaire de 67 km, d'abord d'ordre technique puis financier, ont été prises en charge et les travaux devraient connaître une autre cadence dans la réalisation après le retard enregistré", a expliqué le ministre, en marge de sa visite d'inspection de plusieurs chantiers relevant de son secteur.

Des instructions fermes ont été données par M. Rakhroukh aux responsables des entreprises de réalisation afin de procéder à la livraison graduelle des tronçons encore en chantier. Un engagement a été pris par ces derniers de livrer le tronçon Hannacha/Ouled-Bouachraa au courant du 1er semestre de 2024, tandis que le tronçon Ouled-Bouachraa/Berrouaghia sera livré en septembre de la même année.

L'entrée en exploitation des tronçons routiers Hannacha/Berrouaghia "est appelée à désengorger le trafic routier sur l'autoroute Est-ouest et assurer une desserte rapide" entre les localités traversées par cet axe, a-t-il fait savoir.

Sur le chantier de l'évitement nord de la ville de Médéa, le ministre a insisté sur le respect des délais de réalisation de la dernière section de cette route, d'un linéaire de 1,4 km, qui fait l'objet de travaux de traitement du glissement de terrain pour que la totalité du projet, qui s'étend sur 11 km, soit opérationnelle dans son intégralité au cours des prochaines semaines.

Le premier responsable du secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base a mis en avant, par ailleurs, l'importance et l'impératif entretien du réseau routier.

R E

USINE DE VÉHICULES FIAT D'ORAN

Installation de trois entreprises chargées des travaux d'aménagement externe

Trois entreprises ont été installées mardi pour démarrer les travaux d'aménagement externe de l'usine de véhicules de la marque "Fiat" dans la zone industrielle de Tafraoui (Oran).

Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, a supervisé l'installation de ces entreprises devant prendre en charge chacune une partie spécifique des travaux d'aménagement, selon les explications fournies sur place par la Direction de wilaya de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction.

La première entreprise devra réaliser les travaux d'aménagement extérieurs aux abords de l'usine, sur une superficie de 40 hectares, où elle devra entre-

prendre les travaux d'aménagement de la route, ainsi que le raccordement de l'usine aux réseaux d'eau potable, d'assainissement et de drainage des eaux pluviales.

La deuxième entreprise s'occupera, pour sa part, des mêmes travaux sur une surface de 38 ha dans la zone d'extension de l'usine, alors que la troisième prendra en charge l'aménagement de la zone réservée à la concentration des entreprises de sous-traitance sur une superficie de 42 ha.

S'adressant aux responsables des trois entreprises, le wali d'Oran a insisté sur le nécessaire respect du délai des travaux, qui doivent être achevés dans un délai n'excédant pas six mois.

Il a, en outre, mis l'accent sur la conformité des travaux aux normes requises, soulignant que les travaux doivent être effectués en H/24 par trois équipes, afin que l'usine automobile "Fiat" puisse entrer en production dans les délais impartis.

M. Sayoud a également annoncé l'installation d'une cellule de suivi au niveau de la zone industrielle de Tafraoui, composée de différentes directions exécutives, pour veiller, sur place, à la marche des travaux et permettre de surmonter d'éventuelles difficultés.

Concernant l'usine, le chef de l'exécutif de la wilaya a indiqué que le taux d'avancement des travaux a atteint 60 % et leur rythme

de réalisation est très rapide afin de les réceptionner à temps, soulignant que le projet fournira environ 3.000 emplois directs et indirects, dès sa mise en service.

Le wali d'Oran a réitéré la mobilisation de l'Etat pour la réussite de ce projet ambitieux, avant d'appeler les responsables italiens de la société à respecter l'ensemble de leurs engagements vis-à-vis des autorités algériennes, sachant que le premier véhicule de l'usine sortira avant la fin de l'année en cours.

Cet engagement a été souligné, lors de sa visite, effectuée dernièrement en Italie, en compagnie du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

CODE PÉNAL/PROJET DE LOI

Appuyer les réformes économiques et encourager l'investissement

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, lundi, que l'amendement du Code pénal visait à appuyer les réformes économiques, encourager l'investissement et protéger les gestionnaires économiques.

Présentant le projet de loi devant la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a fait observer que "ce projet, s'inscrivant dans le cadre de la mise en oeuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relatif à la lutte contre la criminalité et à la garantie de la sécurité du citoyen et des biens, vient appuyer les réformes économiques adoptées par l'Etat en vue d'encourager l'investissement et protéger les gestionnaires économiques dans l'exercice de leurs missions, à travers la distinction entre les erreurs de gestion et les fautes pénales".

Le projet propose, poursuit le ministre, de "réviser les dispositions relatives à plusieurs aspects de la gestion concernant la responsabilité pénale, outre la criminalisation de tout acte portant atteinte à l'investissement, à la faveur notamment de la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement en 2022". Le texte évoque également la criminalisation des actes de falsification de documents émis par des parties autres que les administrations publiques, en vue de combler tout vide juridique enregistré dans la loi en vigueur, a ajouté le ministre.

S'agissant des peines alternatives, le texte propose, selon M. Tabi, la révision de nombreuses dispositions relatives au travail d'intérêt général, mais aussi des dispositions relatives au renforcement de la protection des victimes notamment celles du harcèlement ou d'agression et d'exploitation sexuelles.

APN

Adoption des projets de lois sur la retraite et sur les jours fériés

Les députés ont adopté, ce mardi, le projet de loi sur la retraite. Un texte spécifique qui revalorise les allocations des retraités, ayant cotisé uniquement pendant cinq ans, de 4000 DA à 75% du SNMG, soit actuellement 15000 DA. Les dispositions contenues dans cette loi visent, par ailleurs, l'augmentation des pensions de retraite de 15 000 à 20 000 DA. Les membres de la chambre basse du Parlement ont voté, également, à la majorité de leurs voix, en faveur du projet de loi afférent aux jours fériés rémunérés. Ainsi, les travailleurs peuvent profiter, après promulgation de l'édit, de trois jours off à l'occasion des fêtes de l'Aïd El-Fitr et l'Aïd El-Adha au lieu de deux jours. Le vote sur l'article 22 de la loi sur l'information a été différé à une date ultérieure. A l'issue de la séance plénière, le président de l'APN, Ibrahim Bouhali, a rappelé que les deux projets de lois adoptés ce jour s'inscrivent dans « une feuille de route claire, tracée par le Conseil des ministres, et traduisent la volonté du Président de la République de servir l'intérêt général et de contribuer à la relance économique ».

GROUPE SAIDAL

Porter le chiffre d'affaires à 50 milliards de DA d'ici 2024

Le Groupe Sidal ambitionne d'augmenter son chiffre d'affaires de 10 milliards de DA à 50 milliards d'ici 2024. Pour cela, tout un plan de développement a été mis en place. En effet, l'augmentation de la production du groupe est la priorité des priorités du groupe pharmaceutique.

Par Sirine R

Selon son Pdg, en l'occurrence, Wassim Kouidri, plus de 50% de nos capacités de production ne sont utilisées. Chiffres à l'appui : sur les 220 millions unités de capacités de production/an, seulement 95 millions à 100 millions sont produites ! Alors la taille du marché local est de 960 millions unités/an. Ceci résume la situation dans laquelle se trouve le groupe Sidal qui a connu un déclin durant ces 13 dernières années. Pour le Pdg du groupe le moment est venu pour redresser la barre et remettre le fleuron national pharmaceutique sur rail. Des réformes structurelles sont en cours, notamment en matière d'organisation et du fonctionnement. D'abord, dira, j'ai réduit le nombre de directions de 24 à 7 seulement et également une décentralisation de décisions.

« Comme ça, les cadres du

groupe auront plus de prérogatives. Ceci participera à al redynamisation des différentes structures du groupe et l'augmentation de la production », affirme-t-il. Le patron de Sidal s'est montré, en outre, optimiste pour l'avenir de son groupe, en annonçant qu'il sortira de ce tunnel noir d'ici début 2024. « D'ici fin 2024, le groupe sortira définitivement de cette situation qui ne lui sied pas », assure-t-il. En effet, Sidal, qui ne réalise qu'à peine un chiffre d'affaires de 10 milliards de DA annuellement, vise sa multiplication par cinq. « Le marché national est estimé à 600 milliards de DA et nous réalisons qu'à 14 milliards de DA ! Une part infime. Avec le concours de tous le monde, en une année nous visons l'augmentation de nos parts à 50 milliards de DA », indique-t-il. Un objectif réalisable, dira-t-il, d'autant que 73 nouveaux médicaments sont en cours de développement. L'intervenant a précisé

que le groupe mise en particulier sur le pôle de Médéa, spécialisé dans la production d'antibiotique. Ce marché seul représente une taille de 40 milliards de DA, Sidal vise au moins de s'accaparer de 25 milliards de DA, affirme-t-il, en annonçant que de nouveaux médicaments seront produits sur ce site, en phase de réhabilitation. Outre les antibiotiques, le groupe mise également sur la production bio-similaire et médicaments pour le traitement des maladies chroniques (cardiaques, l'hypertension, diabète et surtout anti-cancer). Le PDG du groupe « Sidal », Wassim Kouidri, a révélé également que le groupe commencera à produire des vaccins pour enfants, ainsi que de l'insuline, à partir du premier trimestre de l'année 2024. Il a expliqué que la production de vaccins pour enfants n'est pas une chose facile et que le groupe est en voie de réhabiliter la production, où le processus de

conditionnement sera commencer, après quoi la production de vaccins pour enfants et d'insuline commencera. Concernant les types de vaccins qui seront produits localement, le même responsable a confirmé que le groupe travaille à la production de presque tous les types de vaccins pour les enfants. « Nous allons travailler pour en exporter beaucoup car nous avons besoin de petites quantités, en plus du matériel dont nous disposons en quantité suffisante pour nous et toute l'Afrique », a-t-il déclaré. Dans le même contexte, l'intervenant a indiqué que l'insuline est actuellement produite en flacon à usage hospitalier et que d'ici 2024, des stylos à insuline seront produits. « Nous cherchons à rendre la production d'insuline 100 % algérienne, de la première à la dernière étape ».

COMPAGNIE CENTRALE DE RÉASSURANCE (CCR)

Consolider les parts de marché en Afrique et dans la région MENA

Le réassureur public algérien, la Compagnie centrale de réassurance (CCR), entend consolider ses activités sur les marchés internationaux notamment dans le Moyen Orient et en Afrique, bénéficiant de «solides assises financières», confirmées cette année encore par l'agence de notation internationale AM best. Deuxième à l'échelle continentale, «la CCR reçoit depuis 2010 une notation de la plus importante agence de notation spécialisée AM best, B+, une note qui a été renouvelée cette année et qui reflète notre solvabilité et nos assises financières très intéressantes, permettant à la CCR de faire face facilement à ses engagements», a indiqué à l'APS son PDG Abdallah Benseidi. Cette compagnie qui a réalisé sur le marché international 16% de son chiffre d'affaires enregistré l'année dernière (40 milliards de DA), est présente dans 12 pays du Moyen-Orient plus la Turquie, 26 pays d'Afrique et 9 pays asiatiques, précise-t-il. La CCR «ambitionne de devenir un réassureur incontournable sur le continent et la région MENA», assure ce responsable qui s'appuie sur une étude comparative de AM best qui classe la compagnie algérienne "dans le top trois des compagnies de réassurance en termes de production, et en première position dans les performances technico-économiques". En 2022, elle a enregistré un chiffre d'affaires de 6,8 milliards de DA en affaires internationales, en hausse de 2,3% par rapport à l'exercice 2021. Cette progression a été portée par les branches "automobile", "accident et risques divers", "engineering" et "transport" qui avaient évolué respectivement de 68,8%, 36,9%, 30% et 10,7% en raison notamment de la souscription de nouvelles affaires, selon les données du Conseil national des assurances (CNA). La CCR, créée il y a cinquante ans et dotée d'un capital social de 30 milliards de DA, a enregistré une croissance dans ses activités ces dernières années, en dépit des effets de la crise sanitaire, souligne M. Benseidi. «La pandémie n'a pas impacté réellement l'activité du marché des assurances en général et en



particulier celui de la CCR. Au contraire, on a constaté une relative hausse de notre chiffre d'affaires. C'est une pandémie qui a impacté positivement la partie sinistres», a-t-il dit. Interrogé, d'autre part, sur l'opportunité que constitue l'activité naissante de l'assurance Takaful en Algérie pour le marché de la réassurance, le premier responsable de la CCR a affirmé que cette nouvelle activité représentait un potentiel à exploiter. «La CCR est en train de travailler pour accompagner ce segment de marché. D'ailleurs, on a mis en place une fenêtre Takaful réassurance. On doit adopter une logique de diversification et d'innovation afin de permettre à la compagnie de réaliser des taux de croissance voulus», a-t-il expliqué.

Dans ce cadre, la compagnie qui considère cette nouvelle branche comme un "domaine d'évolution stratégique", a déjà souscrit des contrats de réassurance notamment avec la compagnie Takaful life. S'agissant des risques émergents, notamment ceux liés aux changements climatiques et la cyber sécurité, M. Benseidi a fait savoir que la CCR propose, depuis 2021, un produit de réassurance qui supporte les cyber risques aussi bien sur le marché local qu'international. La compagnie qui est en train de mettre en place "un plan de transformation digitale", indique son PDG, s'est dotée de structures organisationnelles dédiées aux risques émergents, avec pour but sécuriser et mettre à niveau son système d'information.

PROTECTION DES TERRES AGRICOLE

Plaidoyer pour la création d'un marché du foncier

Lors du dernier Davos en Janvier 2023, les 6 pays les plus riches au monde ont souligné les performances agricoles de l'Algérie, et nous ont classé parmi les pays émergents, leader en ce domaine, avec des perspectives les plus prometteuses, pour assurer sa sécurité alimentaire. Il est indéniable que les performances réalisées, ne sont pas le fruit du hasard, mais bel et bien, le résultat d'une politique agricole entamée par les pouvoirs publics. Mais à toute belle histoire, il y a un revers. Ces succès peuvent être freinés par l'envahissement du béton, qui a rongé, nombre de terres arables.

Par Reda Hadi

Si notre pays est sur la bonne voie, pour assurer sa sécurité alimentaire, un problème se pose à lui, à savoir protéger les terres agricoles qui restent, de toute intrusion hors agriculture. Un problème qui préoccupe le président de la Chambre nationale de l'Agriculture (CNA), pour qui la préservation des terres agricoles passe par la création d'un marché foncier.

S'exprimant chez des confrères, celui-ci estime que la priorité pour l'Etat est la préservation et la protection des terres agricoles en tant que première ressource pour la réalisation de la sécurité alimentaire du pays. Effectivement, l'Algérie pour régler la crise du logement a permis, naïvement ou inconsciemment, mais sûrement d'une manière inconsidérée, à ce que le béton phagocyte des terres réputées fertiles. Ce problème n'est pas nouveau, et maints économistes et professionnels du secteur, ont souvent soulevé, déplorant de voir cette richesse se réduire à sa portion congrue. Pour le président de la CNA, on peut en limiter les effets, par une application stricte de la loi (car elle existe), avec en parallèle la création d'un « marché du foncier » pour contrôler toutes les transactions foncières opérées.

Un appel largement appuyé par les agriculteurs, pour qui un marché du foncier agricole devrait néanmoins obéir à des règles strictes et non à celles de la spéculation. Pour un ingénieur agronome, s'il n'est possible de récupérer des terres déjà construites, « nous pouvons largement protéger celles qui restent, et de veiller à ce que ce marché obéisse à des règles spécifiques à cette filière, sous l'autorité de l'Etat qui restera le seul garant de toute occupation des sols.

Par ailleurs cet agronome, explique aussi que les parcelles morcelées issues d'héritage ou autres, tout aussi privées qu'elles soient, doivent être inscrites dans les registres de l'Etat, pour échapper à la spéculation.

Dans cet ordre d'idées, cet agronome dit que le foncier agricole, est un bien complexe à multiples facettes.

Pour assurer la maîtrise du marché foncier, selon lui outre un marché du foncier agricole, il faut créer une instance d'intérêt général qui s'assimile à une délégation de mission de service public.

Ces structures auront pour mission entre autres de veiller à améliorer les structures agraires, travailler pour faciliter la mise en culture des sols, augmenter la superficie de certaines exploitations et enfin favoriser l'installation des jeunes agriculteurs. Pour atteindre leurs objectifs ces structures doivent pouvoir acheter des terres librement mises en vente, le cas échéant en

exerçant un « droit de préemption ». Mais pour cela, il faut légiférer. « Les solutions existent, reste à les concrétiser et les appliquer », dit-il.

Pour le président de la CNA, il faut aussi, l'adoption de méthodes scientifiques et la généralisation des bonnes pratiques culturelles pour la préservation de cette ressource relevant, on ne peut plus clair, de la souveraineté nationale.

Une préservation double, car elle doit aussi intégrer le volet juridique et réglementaire. Pour lui, les textes actuels n'englobent pas encore la notion de préservation dans sa dimension « développement durable ».

Aussi, dans son rôle de protection, l'Etat ne doit pas faire la différence entre le domaine privé de l'Etat et les terres « melk » (propriété privée). Les pouvoirs publics se disent conscients de cette problématique, et le ministre en charge de ce secteur affirme que revoir l'exploitation du foncier agricole, est une priorité pour le secteur en 2023. Et d'insister que son département œuvrera cette année (2023) à la mise en place d'un plan d'action pour l'organisation de l'exploitation du foncier agricole en général et du foncier agricole relevant des domaines d'Etat en particulier, en sus des terres agricoles non exploitées, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République.

RÉVISION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Améliorer la performance de la justice

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a affirmé lundi que le projet de révision du Code de procédure pénale tendait à améliorer la performance de la justice à travers la simplification des procédures de justice et l'allègement de la pression sur le magistrat et le justiciable.

Présentant le projet de loi devant la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Tabi a précisé que l'élaboration dudit projet de révision intervient dans le cadre du plan d'action du Gouvernement, notamment dans son volet lié à l'amélioration de la performance de la justice, et de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de simplifier les procédures de justice et de trouver des mécanismes permettant de trancher les affaires simples afin d'atténuer la pression sur le magistrat et le justiciable.

"La réforme de la justice constitue un des axes principaux du programme du président de la République visant à garantir son indépendance et sa modernisation à travers la numérisation, revoir les modes de fonctionnement et de gestion des instances judiciaires et assurer un traitement équitable à tous devant la justice", a-t-il ajouté.

Après avoir souligné l'importance du Code de procédure pénale comme "un des moyens les plus importants pour assurer la sécurité juridique", le ministre a indiqué que la multiplicité des amendements introduits à ce code, qui s'élèvent à 26, a affecté sa cohérence, ce qui nécessite l'élaboration d'un nouveau texte de loi qui préserve et renforce les acquis prévus dans l'Ordonnance de 1966 par de nouvelles dispositions à même d'en faire un code pionnier en adéquation avec l'évolution de la société".

Ce texte tend à protéger les responsables locaux, en ce sens qu'il prévoit une distinction entre erreur de gestion et faute pénale, en recueillant l'avis de la tutelle de l'Élu local avant d'intenter toute action en justice, en cas d'acte susceptible d'être lié aux actes de gestion, et en ne comptant pas sur des lettres anonymes pour diligenter des enquêtes.

Le projet de loi propose également de mettre en place un "système d'alerte", en permettant au procureur de la République de saisir le contrevenant en cas de litiges mineurs, outre l'allègement des procédures de réhabilitation pour les condamnés à une amende seulement. Concernant la réforme du tribunal correctionnel, le ministre a précisé que le texte proposait d'abandonner le système des jurés et le système de questions-réponses fondé sur la conviction personnelle, et stipulait un jugement pénal fondé sur les dispositions constitutionnelles.

Le même texte vise, par ailleurs, à "renforcer les garanties d'un procès équitable devant le tribunal correctionnel, en proposant une révision de la composition de ce tribunal à travers la consécration de la justice collective", a-t-il expliqué.

Il s'agit, à ce propos, de renforcer les droits et libertés individuels, notamment en établissant le droit de faire appel de toutes les décisions pénales, outre la réorganisation des pôles judiciaires pénaux, la définition de leurs compétences, et la consolidation des procédures d'investigation et d'enquête pour les crimes graves, a conclu le ministre.

Agence.

R.N.

FORUM DU CIC

L'expérience de l'Algérie dans la réalisation de la sécurité alimentaire présentée

L'expérience pionnière de l'Algérie en matière de programmes de réalisation de la sécurité alimentaire a été présentée, dans le cadre des travaux du Forum mondial du Conseil international des céréales (CIC) qui se tiennent les 12 et 13 juin à Londres (Royaume-Uni), en plus des pas franchis en matière de développement des filières agricoles, a indiqué dimanche un communiqué du

ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Ont pris part aux travaux de cette rencontre, le chef de cabinet du ministère de l'Agriculture et du Développement rural en sa qualité de représentant du ministre du secteur, le directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) et le représentant de l'ambassade de l'Algérie à Londres, selon la même source.

Dans une allocution prononcée par le représentant du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, à l'entame de la séance d'ouverture du Forum, "les pas franchis en matière de développement des filières agricoles, notamment les filières stratégiques, ont été présentés", en plus de "l'expérience pionnière de l'Algérie et ses programmes visant la réalisation de la sécurité alimentaire dans un

contexte mondial en pleine mutation". Animant une table-ronde sur la sécurité alimentaire, le représentant du ministère a mis en exergue « la stratégie mise en place par les autorités algériennes en vue de couvrir et d'assurer les besoins alimentaires du pays », outre « l'expérience de l'Algérie dans la réalisation et la garantie de sa sécurité alimentaire ».

R.E.

LE SG DE L'UGTA LA SOULIGNÉ DEPUIS GENÈVE

« Nous privilégions le dialogue tripartite »

Le Secrétaire général de l'UGTA, Hamou Touahria a affirmé que l'Algérie accorde un intérêt accru à la protection sociale. Lors d'un discours qu'il a prononcé à la 111ème Conférence internationale du travail dont les travaux se déroulent à Genève (Suisse) du 5 au 16 juin courant, Touahria a annoncé, dès lors, la tenue d'une rencontre, qui regroupera, les syndicats, les travailleurs, mais aussi les demandeurs d'emplois et les retraités, « sans aucune exclusion, afin de conférer à la centrale syndicale une force majeure dans le pays ». Il a souligné que l'objectif de cette démarche est de recouper les préoccupations socioprofessionnelles des salariés et de les prendre en charge. Le SG de l'UGTA a soutenu que les

volets santé et sécurité en milieu professionnel sont particulièrement pris en considération dans le plan de charge de l'UGTA.

De son point de vue, réunir les conditions idoines de travail contribuera à capter les investisseurs. Il s'agira aussi de maintenir la viabilité des entreprises et préserver les emplois existants et en créer d'autres. Il a assuré que l'organisation syndicale qu'il dirige, privilégie le dialogue tripartite : travailleurs, gouvernement, patronat et propose des solutions décantées du populisme. « C'est la seule voie que choisit l'UGTA pour la stabilité et pour offrir des opportunités aux investisseurs étrangers et nationaux. Un Etat stable vaut une économie forte » a-t-il appuyé.

Il a dénoncé, par ailleurs, les viola-

tions itératives des droits des travailleurs palestiniens dans les territoires occupés par l'entité sioniste. Il a réitéré le soutien indéfectible de l'Algérie à la cause palestinienne. Il a condamné aussi fortement les exactions subis par les travailleurs en Syrie, au Liban et au Sahara occidental, incitant l'Organisation internationale du travail (OIT) à agir pour les rétablir dans leurs droits.

Au terme de son intervention, Hamou Touahria a indiqué que l'UGTA n'adhèrera à démarche qui ne respecte pas « nos traditions et nos croyances ». Il a certifié, à contrario, que la centrale syndicale signera, sans réserve, les conventions portant sur la santé et la sécurité des travailleurs.

ORAN /CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'APPRENTISSAGE DE HASSI EL GHELLA

Session de formation en mécanique auto au profit de stagiaires

Quinze stagiaires dans la spécialité mécanique auto relevant du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage de Hassi El Ghella (Aïn Temouchent) ont bénéficié d'une session de formation complémentaire au niveau de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle "Saâd Mohamed" d'Es-Senia (Oran) dans le cadre d'un jumelage pédagogique entre les deux établissements, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du secteur d'Oran.

Durant trois jours de formation, les stagiaires et leurs staffs pédagogiques ont visité l'ensemble des ateliers de cet institut, spécialisé dans les métiers liés à l'industrie automobile, et assisté à des séances théoriques et pratiques sur la maintenance, la réparation électrique et électronique des véhicules, présentées par des enseignants de l'Institut. L'Institut national spécialisé de formation professionnelle "Saâd Mohamed" d'Es-Senia se veut un établissement pilote, disposant de plusieurs formations dans différentes branches professionnelles, notamment dans les domaines de la mécanique des moteurs d'engins, soit un total de 27 spécialités pour différents niveaux de qualification.

Ce jumelage pédagogique vise à imprimer une dynamique à l'intérieur du secteur et permettre aux stagiaires de bénéficier d'une expérience et d'échanges de savoir-faire mutuels. Le ministère de tutelle a adopté des opérations de jumelage pédagogique afin de faire bénéficier de manière rationnelle tous les stagiaires, où qu'ils se trouvent, les moyens et structures pédagogiques du secteur de n'importe quel wilaya, en plus de répondre aux besoins du marché local et national en main d'œuvre bien formée et qualifiée.

EN PRÉVISION DE L'AÏD EL-ADHA

Une quarantaine de points réservés à la vente des moutons à Mila

Quarante-trois (43) points ont été réservés dans la wilaya de Mila à la vente des moutons, en prévision de l'Aïd El-Adha, depuis cette semaine jusqu'à la veille de l'Aïd, apprend-on dimanche auprès de la Direction des services agricoles de la wilaya (DSA).

Selon l'inspectrice vétérinaire auprès de la DSA, Lilya Benabderrahmane, les 43 points de vente sont localisés dans six (6) marchés hebdomadaires des communes de Tadjenanet, Zeghaïa, Chelghoum Laïd, Oued El-Athmania, Grarem Gouga et Ferdjioua ainsi que trois (3) fermes pilotes et 12 structures réservées à l'élevage, outre des points ouverts en coordination avec les services des

communes concernées qui se sont engagées à assurer l'hygiène régulière. Selon la même source, tous ces points sont soumis au contrôle sanitaire vétérinaire grâce à la mobilisation de 43 vétérinaires publics chargés de contrôler les troupeaux qui y accèdent, de veiller au respect des mesures d'interdiction de la vente des brebis et de délivrer les certificats de déplacement de troupeaux en dehors de la wilaya depuis ces

points. Concernant l'encadrement de l'abattage, la même cadre a souligné que 63 vétérinaires assureront durant les deux jours de la fête de l'Aïd le contrôle de la qualité des viandes. La DSA a dénombré durant l'opération de recensement des ressources animales de la wilaya 330.000 ovins, 72.637 bovins et 46.807 caprins outre les troupeaux des éleveurs transhumant qui se sont installés dernièrement dans les

communes de Mechira et Oued El Athmania, est-il noté. L'Inspection vétérinaire a vacciné durant l'année en cours 188.000 ovins contre la peste des petits ruminants, 58.000 bovins contre la fièvre aphteuse et 35.000 bovins contre la rage, selon la même source qui a souligné que la wilaya de Mila dispose d'un stock de réserve de 35.000 doses de vaccins contre la fièvre aphteuse.

SAISON ESTIVALE

32 plages autorisées à la baignade à Oran

Trente-deux (32) plages seront autorisées à la baignade dans la wilaya d'Oran pour la saison estivale 2023, a-t-on appris auprès de la Direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya. La saison estivale connaîtra l'ouverture d'une nouvelle plage, « En-Nakhil », sise dans la commune d'El Ançor, dans la daïra d'Aïn El-Turck, pour atteindre un nombre total de 32 plages autorisées à la baignade, a indiqué à l'APS le directeur du secteur Kaïm Belabbes Omar. Tous les moyens nécessaires sont mobilisés pour l'ouverture de cette nouvelle plage, située au niveau de la station balnéaire « les Andalouses », dont

deux centres de la Protection civile, de la Gendarmerie nationale, un parking pour le stationnement de véhicules, des passages, l'éclairage public et autres moyens pour offrir le confort et la détente nécessaires aux estivants, a ajouté la même source, faisant observer que la commune d'El Ançor dispose actuellement de 4 plages ouvertes à la baignade. D'autre part, une route reliant la commune d'Oran à El Ançor, via la corniche oranaise supérieure, a été réalisée, a ajouté Belabbes, qui a souligné que la plage « Madagh1 », située dans la commune d'Aïn El Kerma, a été renforcée par la réalisation d'un réseau d'éclairage, sachant que cette plage,

très prisée, attire un flux important d'estivants, notamment pour ses paysages naturels et forestiers de rêve qu'elle recèle. Concernant la plage d'« Aïn franine », qui a été fermée la dernière saison estivale, en raison des éboulements rocheux, le Directeur du Tourisme et de l'Artisanat a affirmé qu'elle restera fermée, cette saison, en attendant l'élaboration d'une étude géotechnique pour assurer la sécurité des estivants. Dans le cadre de l'opération d'octroi des droits de concession pour l'exploitation touristique des plages, des points ont été réservés en dehors des plages pour la pose des chaises, tables et parasols et sera à la demande de l'estivant et tout

contrevenant sera sanctionné par la loi en vigueur dans ce domaine, a fait observer le même interlocuteur. Un programme é est élaboré pour assurer le contrôle et l'inspection des établissements hôteliers, durant toute la saison estivale, afin d'offrir aux estivants les meilleures prestations. S'agissant de l'animation touristique au niveau des communes côtières et pour permettre aux estivants de jouir des bienfaits de la mer et passer d'agréables séjours, plusieurs activités culturelles, sportives et divertissements sont programmées, outre la tenue d'expositions de produits artisanaux, a-t-on indiqué de même source.

SALON DE LA PRODUCTION NATIONALE À ANNABA

Tapis rouge pour la Tomate

La journée d'hier, a marqué le coup d'envoi du Salon national de la production qui s'est tenu au Palais de la culture Mohamed Boudiaf. Pour la deuxième journée consécutive, les organisateurs, notamment la chambre de commerce et de la direction du Commerce et de la Promotion des exportations, ont organisé un atelier de formation sur la filière de la tomate. Cet événement accueille également 26 exposants issus du secteur agroalimentaire, des conserveries alimentaires, de l'industrie ainsi que des nou-

velles entreprises. La première partie de cette formation porte sur les techniques de séchage de la tomate, tandis que la seconde aborde le système d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques. Des experts nationaux et internationaux, des professionnels de la tomate ainsi que des chercheurs universitaires spécialisés dirigent cet atelier. Ce salon vise principalement les industries de la conserverie, de la transformation des fruits, légumes et produits alimentaires, ainsi que les artisans de la conservation, les agriculteurs, les adminis-

trateurs et les universitaires (chercheurs et étudiants). Les organisateurs cherchent ainsi à promouvoir les produits nationaux, non seulement pour une exportation hors hydrocarbures, mais aussi pour favoriser la rencontre entre les opérateurs économiques nationaux et mettre en valeur le « made in Algeria ». De main marquera la dernière journée de cette manifestation, avec une cérémonie de clôture qui se tiendra dans l'auditorium du lieu susmentionné.

BOUIRA

Près de 260 exploitations agricoles raccordées à l'électricité

Près de 260 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité à la fin du mois de mai dernier à Bouira, selon la direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya citée l'APS. Sur les 323 demandes de raccordements d'exploitations agricoles introduites auprès des services de la Sonelgaz, 259 exploitations ont été raccordées jusqu'à fin mai dernier à travers plusieurs localités de la wilaya de Bouira, dont 249 sont déjà mise en service, a précisé la même source. Cette opération se poursuit toujours pour raccorder d'autres exploitations agricoles, vu l'importance que revêt le secteur agricole dans le développe-

ment local en matière de création d'emploi et de richesse, a-t-on fait savoir. Une enveloppe financière de l'ordre de 248 millions de dinars a été allouée à ces opérations de raccordement, avec une participation de la direction locale de distribution à hauteur de 28 millions de dinars, selon la même direction. Pour le reste des projets de raccordement, les travaux sont en cours de réalisation pour 32 autres exploitations agricoles réparties également sur les différentes régions de la wilaya, a-t-on relevé.

Ces opérations de raccordement réalisées en collaboration avec les services agricoles de la wilaya permettront aux agriculteurs de lancer leurs projets et acti-

vités grâce aux facilitations du non-paiement préalable accordées par la Sonelgaz, note-on. Début juin, 60 forages ont été raccordés en énergie électrique à travers plusieurs régions de la wilaya de Bouira, pour un montant de 47 millions de dinars. En 2022, au total 32 forages et plus de 100 exploitations agricoles ont été raccordés au réseau d'électricité dans plusieurs localités de la wilaya de Bouira pour une enveloppe financière de l'ordre de 29 millions de dinars, rappelle-t-on. Avec la concrétisation de ces projets, Sonelgaz-distribution apporte un véritable soutien aux efforts visant à booster le développement local, à travers son accompagnement du secteur de l'agriculture.

PIB RUSSE

Pourquoi les prévisionnistes se sont-ils trompés sur leurs estimations pour 2022

Partie 1

Pourquoi les prévisionnistes se sont-ils trompés sur leurs estimations du PIB de la Russie pour 2022. Et pourquoi ils pourraient encore se tromper pour 2023...

Par Jacques Sapir

Les sanctions mises en œuvre contre la Russie depuis le début des hostilités en Ukraine ont été profondes et étendues. Elles viennent s'ajouter aux sanctions mises en place après les événements de 2014. Les prévisionnistes, tant en Occident qu'en Russie, ont produit des prédictions souvent catastrophiques sur ce que deviendrait l'économie russe d'ici la fin de 2022. Néanmoins, rien de dramatique ne s'est produit. Cette situation nous rappelle alors un autre échec majeur des prévisions en 1998-1999 à la suite du krach financier russe. Dans cet article, nous essaierons de comprendre pourquoi de tels échecs de prévision se sont produits, pouvaient-ils être évités et pourrions-nous établir des prévisions plus précises sur l'économie russe pour les temps à venir.

Sanctions contre la Russie

La Russie est sous sanctions économiques depuis 2014 et son intervention en Crimée. Ce fait est assez souvent ignoré dans le débat sur l'application des sanctions actuelles. Ces sanctions ont été mises en œuvre à la fois par l'Union européenne, qui était le principal partenaire commercial de la Russie à l'époque, et par les États-Unis, principalement mais pas uniquement par le biais de la CAATSA (Countering America's Adversaries Through Sanction Act). L'effet global de ce que l'on pourrait appeler la « première vague » de sanctions a fait l'objet de vifs débats. Si certains auteurs ont prétendu qu'elles étaient efficaces, d'autres ont montré que cette efficacité était, au mieux, limitée. Une réduction significative des exportations vers la Russie pour les pays de l'UE, et une « effet boomerang » ont été les résultats les plus significatifs. Comme l'avait prédit Peter van Bergeijk, la Russie a répondu à ces sanctions en décrétant un embargo contre les produits agricoles européens.

La seconde vague de sanctions a débuté le 24 février 2022. L'Union européenne a pris plusieurs vagues successives de mesures ciblant les flux financiers et les échanges avec l'économie russe. Ces mesures sont extensives. Les États-Unis ont également décidé d'un effort coordonné et global pour étendre la portée et l'intensité des sanctions financières, économiques et politiques. Le président Biden, ainsi que les dirigeants du G7, ont annoncé la fin des relations commerciales normales permanentes avec la Russie.

Les sanctions prises par l'UE ou les États-Unis ont donc été très importantes et ont été imitées ou reprises en partie par nombre de pays comme le Canada, le Japon, l'Australie, Taïwan, la Corée du Sud ou Singapour. Pourtant, que ce soit en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, de nombreux pays – qui dénoncent aussi pour certains la guerre menée par

la Russie contre l'Ukraine – refusent de les appliquer. La tentative occidentale de provoquer un isolement de la Russie, que ce soit diplomatiquement ou économiquement, a été au mieux un succès mitigé.

Les prévisions sur l'impact des sanctions sur l'économie russe

Ces sanctions ont eu un impact, qui a été et est toujours reconnu par les autorités russes. Mais la question était de savoir combien. Au final, pour 2022, la croissance, qui était de 3,5% dans les deux mois précédant les sanctions, s'est transformée en une récession de -2,1%. Cela est certes significatif mais cela reste bien moins que ce qui avait été initialement prévu. De toute évidence, l'économie russe ne s'est pas effondrée, que ce soit financièrement ou économiquement et l'impact réel des sanctions soulève de nombreuses discussions. Dans un article publié fin 2022, un chercheur russe analysait les effets et étudiait la grande dispersion des prévisions initiales faites d'avril à l'été 2022. Cette dispersion a touché non seulement les prévisionnistes occidentaux, comme ceux de l'OCDE, la Banque mondiale, du FMI ou de Bloomberg, mais aussi les prévisionnistes appartenant à des institutions russes comme le ministère du Développement économique, l'Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences (IPE-ASR / INP-RAN) et la Banque centrale de Russie.

Le professeur Dmitry Kuvalin, s'appuyant sur des travaux russes et occidentaux, a ainsi montré que la résilience de l'économie russe avait été grossièrement sous-estimée même par les spécialistes russes. Ceci était évident avec les prévisions faites par sa propre institution (IPE-ASR).

On doit aussi noter que depuis septembre/octobre 2022 tant le Fonds Monétaire International que l'agence russe des statistiques convergent progressivement vers une estimation de -2,1% du PIB pour 2022. Cela montre que les échecs de prévision étaient présents aussi bien en Occident qu'en Russie. Le niveau de ces erreurs de prévision a été significatif mais pas complètement inconnu. Lors de la crise financière russe de 1998, les organismes de prévision occidentaux, dont le FMI, avaient déjà commis des erreurs comparables.

Les erreurs ont été massives dans les prévisions d'avril-mai (tableau 1). Elles ont cependant considérablement diminué en juillet-octobre à mesure que de nouvelles données sur l'adaptation de l'économie russe aux sanctions ont commencé à apparaître. Mais, ces erreurs ont toujours été significatives pour l'OCDE, Bloomberg ou la Banque centrale de Russie. Il faut alors essayer de comprendre pourquoi. Un processus de convergence assez visible dans les prévisions du FMI, du ministère du Développement économique et de l'IEF-ASR a montré que les prévisionnistes adaptaient leurs modèles au fur et à mesure

de nouvelles données commençant à être disponibles. Un manque d'information pourrait expliquer en partie les erreurs initiales. Il est alors assez important de citer l'équipe de prévisionnistes de l'Institut russe de prévision économique lorsqu'ils ont évalué pourquoi ils se sont tant trompés en avril 2022:

« La situation qui se développe dans l'économie russe après l'introduction de nouvelles restrictions de sanctions en 2022 se caractérise par un changement significatif des proportions d'échange avec le monde extérieur, qui affecte inévitablement les paramètres des systèmes de production, financiers et budgétaires et, en général, la dynamique économique du pays. (...) Dans ces conditions, une certaine période d'adaptation de l'économie russe aux changements de la structure de la production, des revenus et des prix sera nécessaire. Cette période deviendra une condition nécessaire pour la prochaine étape du développement économique russe – la restructuration structurelle et technologique visant à former une base de développement stable à moyen et long terme ».

Cette citation est extraite d'un article de revue scientifique publié en décembre 2022 mais reçu par la revue en octobre 2022. Elle souligne des changements soudains et « surprenants » de plusieurs paramètres clés utilisés dans le modèle de prévision (QUMMIR) utilisé. Cela pourrait expliquer une erreur de prévision de 5,3% commise en mai 2022, avant qu'elle ne soit corrigée à 1,0% en septembre 2022. La sensibilité des modèles économétriques à de tels chocs est bien connue. Notons également que les changements dans la structure des préférences individuelles induits par de tels chocs constitue également un problème pour les personnes engagées dans la modélisation économique. On sait depuis les années 1950 que les préférences individuelles sont instables.

Cette instabilité des préférences a été bien décrite par Sarah Lichtenstein et Paul Slovic. Le poids du contexte sur les préférences individuelles a également été bien décrit par Amos Tversky et Daniel Kahneman. Le comportement des ménages russes a été profondément affecté par la nouvelle donne ce qui a conduit à une modification de la répartition entre consommation et épargne mais aussi à l'intérieur du panier de consommation. En un sens, il s'agit d'une application classique de l'effet de « cadrage » tel qu'il a été décrit par Tversky et Kahneman. Les ménages sont progressivement revenus sur leur décision initiale lorsque les mesures prises par le gouvernement russe pour faire face aux sanctions ont commencé à produire des effets.

Les raisons des échecs de prévisions

Les prévisionnistes ont donc été handicapés par les limites techniques de leur propre modèle. Mais, certains d'entre

eux ont aussi profondément mal interprété à la fois l'économie russe et ses capacités à réagir aux sanctions. S'il ne fait aucun doute que les sanctions ont durement frappé entre mars et mai 2022, nul doute aussi que le gouvernement russe a vivement réagi. Cette réaction a modifié la trajectoire de l'économie et conduit à une reprise partielle à la fin 2022. Les causes de cette reprise sont multiples. Premièrement, l'Etat a lancé un vaste programme d'investissements avec une croissance de 5,4% en 2022 qui tira la croissance. La poussée des investissements dans le PIB a été évidente. Bien sûr, une partie des dépenses d'investissement est constituée de construction et pas seulement de machines. Mais la tendance ici est indéniable. Les investissements ont augmenté lorsque le PIB s'est contracté.

C'est un échec significatif des sanctions qui n'ont pas réussi à isoler la Russie. Le pays trouva rapidement des moyens de réorienter son commerce, tant en termes d'import que d'export. La taille des importations a retrouvé sa valeur de 2021/22 pour le 4ème trimestre 2022 et le 1er trimestre 2023. Il est possible que le processus de contournement des sanctions ait induit une hausse relative des prix des produits importés. On est pourtant assez loin de la situation du 2ème trimestre 2022 où les importations avaient chuté de 75,8% de leur taille (tableau 3). Le fait que le commerce international de la Russie se redresse, et s'était en fait largement rétabli au 4e trimestre 2022, ne peut être nié.

Troisièmement, les entreprises ont fait preuve d'une résilience et d'une capacité d'adaptation remarquables à la nouvelle situation, ce qui a été soutenu par la politique de la banque centrale. Quatrièmement, la politique du gouvernement semble s'orienter vers ce qu'un sociologue ukrainien qualifie de « keynésianisme militaire », à travers des aides importantes aux couches de la population engagées dans l'effort de guerre, mais aussi à travers le volume des commandes publiques dans le secteur de l'armement. Bien que nous ne disposions pas de données précises sur la production d'armement, les augmentations des revenus salariaux dans les régions où se situent les principales usines d'armement, les salaires réels y ont connu des écarts importants sur les trois premiers trimestres de 2022. L'investissement a également fortement augmenté avec des pics dans l'Extrême-Orient. Districts fédéraux de l'Est, de l'Oural, de la Sibérie et de la Volga-Vyatka. Tout cela indique une forte montée en puissance des industries militaires, qui a nécessairement eu un impact sur la production totale même si cet impact s'est étalé sur de nombreux mois.

A suivre

POUR STABILISER SES FINANCES PUBLIQUES

L'Égypte obtient une ligne de crédit auprès de l'Inde

La ligne de crédit indienne intervient alors que le FMI tarde encore à décaisser une nouvelle tranche de prêt en faveur de l'Égypte, en raison des retards constatés dans la mise en œuvre de certaines réformes économiques sensibles. L'Inde a accordé à l'Égypte une ligne de crédit pour stabiliser les finances publiques de ce pays d'Afrique du Nord qui subit de plein fouet les contrechocs du conflit russo-ukrainien, a annoncé le ministre égyptien de l'Approvisionnement, Ali El-Mosily, ce lundi 12 juin. Cité par Bloomberg, le ministre n'a pas dévoilé le montant de cette ligne de crédit. Les factures d'importation de produits alimentaires et de carburant de l'Égypte ont significativement gonflé depuis le début de la guerre en Ukraine, alors que quelque 23 milliards de dollars d'investissements spéculatifs ont fui le pays. La ligne de crédit indienne intervient alors que le Fonds monétaire international (FMI) tarde encore à décaisser une deuxième tranche de prêt au pays dans le cadre du programme d'aide de 3 milliards de dollars ayant fait l'objet d'un accord entre le Caire et l'institution financière multilatérale en décembre dernier. Le décaissement de cette tranche d'un montant d'environ 347 millions de dollars était initialement prévu pour fin mars dernier, mais des retards dans la mise en œuvre de certaines réformes, dont la flexibilité totale du taux de change et la cession de participations dans certaines entreprises d'Etat, ont conduit le FMI à reporter le versement des fonds. Selon l'agence de notation S&P Global Ratings, les besoins de l'Égypte en financements extérieurs sont estimés à environ 17 milliards de dollars durant l'exercice 2022/2023 (1er juillet/30 juin) et à 20 milliards de dollars au cours de l'exercice suivant.

MAURITANIE

Les femmes mauritaniennes ont réalisé de nombreux acquis tout au long de l'histoire de l'État-nation

La Première Dame, Dr Mariem Fadel Dah, a supervisé à Nouakchott, en compagnie, de la Ministre de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille, Mme Savia Mint Ntehad, la cérémonie de lancement des activités de l'Initiative des femmes pour le travail et le Développement. Les femmes mauritaniennes ont réalisé progressivement et cumulé de nombreux acquis, qui ont permis à la Mauritanie au cours des trois dernières années de hisser qualitativement sa place, a affirmé à cette occasion la Première dame, mettant en exergue l'intérêt croissant dont elles bénéficient au cours de la phase actuelle, notamment en matière de promotion sur tous les plans politique, économique et social. L'annonce de l'Initiative femmes pour le Travail et le Développement de créer une institution de microfinance constituera un véritable levier vers une plus grande autonomisation économique des femmes mauritaniennes, a-t-elle ajouté.

ARABIE SAOUDITE

32 milliards de dollars de bénéfices réalisés par Aramco

Quoiqu'en recul par rapport à 2022, les bénéfices trimestriels annoncés mardi par Saudi Aramco ont frôlé les 32 milliards de dollars. Soit plus des trois quarts des profits cumulés de BP, Shell, ExxonMobil, Chevron et TotalEnergies.

L'Arabie saoudite utilise cette manne formidable pour diversifier l'économie du pays et se tourner vers l'Asie. Depuis la guerre en Ukraine, c'est un défilé. Les uns après les autres, les dirigeants des grandes économies font le déplacement en Arabie saoudite. Le Turc Recep Tayyip Erdogan en avril 2022, l'Américain Joe Biden à l'été, l'Allemand Olaf Scholz en septembre, le Chinois Xi Jinping en décembre... L'or noir se trouve de nouveau au cœur de l'économie mondiale. L'homme fort du royaume wahhabite, le

prince héritier Mohammed Ben Salmane ("MBS"), compte exploiter à plein ce moment historique. Pour y parvenir, il dispose d'une arme formidable: la riche compagnie nationale Saudi Aramco, outil de diversification économique autant qu'objet de prestige. Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé mardi un bénéfice net de 31,9 milliards de dollars au premier trimestre 2023, en baisse de près de 20% par rapport à la même période de 2022, reflétant le repli des cours des hydrocarbures. Des bénéfices qui restent néanmoins vertigineux: à elle seule, la com-

pagnie publique saoudienne a généré plus des trois quarts des 40,5 milliards de dollars de profits cumulés au premier trimestre par les cinq "majors" du secteur: BP, Shell, ExxonMobil, Chevron, et TotalEnergies. Disputant à Apple le titre de première capitalisation au monde, Saudi Aramco écrase littéralement toutes ses rivales.

260 milliards de barils en réserve

Premier exportateur mondial, la major taille XXL assure presque un quart des approvisionnements de la planète. Un coup d'œil dans le sous-sol donne la mesure du trésor des

Saoud. Les réserves, 260 milliards de barils (17% du total mondial), sont prodigieuses tant par leur volume que par leur qualité. Les réserves de pétrole, 270 milliards de barils (17% du total mondial), sont les plus fabuleuses au monde tant par leur volume (deuxième gisement mondial, derrière celui du Venezuela) que leur qualité - l'huile de roche saoudienne étant facile à extraire et à raffiner. Mais Saudi Aramco n'est pas qu'un gisement maous. C'est aussi l'une des compagnies pétrolières les plus rentables et les plus en pointe technologiquement.

EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE ET D'INVESTISSEMENT

Les EAU et la Corée du Sud discutent du renforcement de la coopération

Le ministre de l'Économie, Abdullah bin Touq Al Marri, a tenu une réunion bilatérale avec Lee Young, ministre des PME et des startups de la République de Corée, afin d'explorer le renforcement de la coopération dans la promotion de l'entrepreneuriat et le soutien à la croissance des petites et moyennes entreprises sur les marchés des deux pays. La réunion a eu lieu dans le cadre de la journée K-Business au Moyen-Orient 2023, qui s'est tenue au Dubai World Trade Center les 12 et 13 juin. Des entrepreneurs, des propriétaires de startups, des investisseurs, des incubateurs et des accélérateurs d'entreprises des deux pays y ont participé. Le Chef d'entreprise à la Banque de développement des Émirats arabes unis, Chakir Zainal, la responsable de l'engagement communautaire au Centre d'entrepreneuriat de Charjah «Sheraa», Iman Ben Chaibah, le Directeur général délégué de Hub71, Ahmed Alwan, la Directrice des affaires gouvernementales et stratégiques à Hub71, Rim Abdallah et le Partenaire fondateur à Soma Mater, Cheikh Dr. Majid Al Qassimi, ont participé à la réunion. Bin Touq a souligné les liens solides et stratégiques entre les EAU et la République de Corée, qui continuent de se développer sur les fronts de l'économie, du commerce et de l'investissement, grâce aux aspirations communes des deux dirigeants à les développer et

à l'échange fréquent de visites de délégations de haut niveau. Il a ajouté: "Les EAU sont le deuxième partenaire commercial de la Corée dans le CCG et les régions arabes à partir de 2022. Le commerce extérieur non pétrolier entre les EAU et la Corée a totalisé 3,4 milliards d'AED (917 millions de dollars américains) au cours des deux premiers mois de 2023, soit une hausse de 9% par rapport à l'année précédente. En 2022, le volume de nos échanges commerciaux non pétroliers a totalisé 19,5 milliards d'AED, reflétant une augmentation de 14% en glissement annuel." Croissance des investissements et des exportations des EAU sur le marché coréen: Le ministre de l'Économie a déclaré: "Les exportations des EAU vers les marchés coréens continuent de croître, réalisant une croissance notable de 35% pour atteindre 627 millions d'AED (174 millions de dollars US) sur janvier et février 2023. Elles ont dépassé les 2,8 milliards d'AED (781 millions USD) en 2022, soit une augmentation de 17,5%." En ce qui concerne les investissements bilatéraux entre les deux pays, Bin Touq s'est dit confiant dans la dynamique croissante des investissements des EAU à travers divers secteurs économiques et commerciaux sur les marchés coréens. Les EAU avaient récemment annoncé leur intention d'investir environ 110 milliards d'AED (30 milliards de dollars américains) en Corée du Sud au cours

des prochaines années. Actuellement, les investissements des EAU en Corée sont concentrés dans plusieurs secteurs tels que l'industrie, le commerce, le transport maritime, les communications, l'immobilier et le commerce. Parallèlement, les IDE sud-coréens aux EAU ont atteint environ 8,1 milliards d'AED (2,2 milliards de dollars américains) au début de 2021, marquant une croissance remarquable de 73% depuis le début de l'année 2013. Ces investissements se concentrent principalement sur les secteurs de la finance, de l'assurance, de l'exploitation minière, de la vente au détail, de l'immobilier, des transports, de l'énergie et de la technologie.

De nouvelles stratégies pour favoriser la croissance des startups aux EAU et en République de Corée:

Lors de cette réunion, les EAU et la Corée ont convenu de nouveaux plans dans le domaine de l'entrepreneuriat, notamment des programmes et des installations visant à favoriser la croissance des startups, à renforcer les investissements et à faciliter les exportations vers de nouveaux marchés. Les deux ministres ont également discuté des moyens d'inciter et d'encourager les propriétaires de PME et les entrepreneurs à investir dans les secteurs émergents de l'économie afin d'accroître leur contribution à la croissance du PIB.

ASSURANCES MAE EN TUNISIE

Redynamisation commerciale

Afin d'être à la page et pour améliorer ses prestations, la Mutuelle assurance de l'enseignement a opté pour une nouvelle stratégie basée, entre autres, sur la digitalisation informatique des données... Le monde est toujours en perpétuel changement et, pour être à la page, tout organisme, quel qu'il soit, doit songer à améliorer la prestation de ses services afin de concurrencer ses semblables grâce, entre autres, à la digitalisation informatique des données et plusieurs autres projets. C'est le cas pour la Mutuelle assurance de l'enseignement (MAE) qui a opté pour cette stratégie dans tout le territoire en multipliant les

séances de formation de son personnel. Dans ce sens, son directeur général, Lassaad Zarrouk, n'a cessé de réitérer à chaque réunion que « la MAE a plusieurs défis multidisciplinaires à relever ». Selon lui, ces défis sont indispensables pour la pérennité de l'assurance, « ces derniers vont, en même temps, la doter d'une nouvelle dynamique prometteuse qui place l'humain au centre de ses préoccupations et cherche toujours à concilier la performance économique avec l'intérêt général ».

Parler le même langage

Ambitieuse, la MAE aspire à concurrencer les grands organismes financiers tunisiens et étrangers. Le

symposium tenu au mois d'octobre dernier, avec la participation de quelques mutualistes français (Maif et Anéma Groupe), belges (P&V Groupe) et de l'Union générale arabe des assurances (Gaif), prouve que la MAE vise des horizons meilleurs et accorde une importance particulière à la formation. C'est toujours dans ce même contexte que s'est tenu, les 9 et 10 juin à Zarzis, un colloque au profit de la majorité du personnel de la direction régionale du Sud, ayant pour thème: « Accompagnement à l'activation de la dynamisation commerciale ». Ainsi, une trentaine de mutualistes, entre chefs d'agences et agents com-

merciaux, ont participé à ce séminaire de formation organisé dans un grand hôtel de la place et assuré par une pléiade de formateurs venus du siège et composés de Mehrez Touil, chef du projet à mettre en exécution, en plus de quatre autres formateurs en assurance-vie et assurance non-vie. « Ce projet s'inscrit dans le plan stratégique et opérationnel de la MAE », souligne Mehrez Touil et d'ajouter: « Il repose sur trois principales phases: le diagnostic, l'agence type avec une cellule d'accompagnement et la généralisation ». Une démarche semblable à celle fournie par le cabinet d'audit financier Ernst & Young.

SOLAIRE FLOTTANT

L'Afrique recèle le meilleur potentiel de production à l'échelle mondiale

Le rapport révèle que le continent dispose de plus de 100 000 km² de réservoirs d'eau douce qui peuvent être utilisés pour l'installation de parcs solaires flottants. L'exploitation de 1 % seulement de cette surface se traduirait par une capacité potentielle de 100 GW, soit plus de huit fois la capacité solaire totale installée sur le continent.

A l'échelle mondiale, l'Afrique recèle le meilleur potentiel de production d'énergie solaire grâce à des parcs photovoltaïques flottants, selon un rapport publié le 6 juin par l'Association allemande de l'industrie solaire (Bundesverband Solarwirtschaft). Intitulé « Solarize Africa Market Report 2023 », le rapport rappelle que le procédé du solaire flottant ou photovoltaïque flottant consiste en la mise en place de panneaux solaires sur un plan d'eau, le plus souvent artificiel et dont la valeur environnementale est très faible, comme les gravières, les lacs industriels ou encore les barrages hydroélectriques. Les intérêts les plus évidents de cette technique sont l'exploitation des plans d'eau inutilisés où il n'y a aucun conflit d'usage, un rendement supérieur de 10% par rapport à celui des fermes solaires terrestres, favorisé par le refroidissement des mo-

dules en chauffé par l'eau et une importante réduction de l'évaporation des réservoirs d'eau. L'énorme potentiel du continent découle de ses nombreux réservoirs d'eau douce adaptés à ce genre de parcs photovoltaïques de nouvelle génération. L'Afrique dispose en effet de plus de 100 000 km² de réservoirs d'eau douce artificiels qui pourraient être utilisés pour l'installation de centrales solaires flottantes. L'exploitation de 1 % seulement de cette surface se traduirait par une capacité potentielle de 100 gigawatts (GW), soit environ dix fois la capacité solaire totale installée sur le continent à fin 2022, et une production annuelle de 167 térawattheures (TWh). Dans plusieurs pays africains comme le Zimbabwe, le Soudan, l'Éthiopie et le Cameroun, le potentiel de production de l'énergie solaire grâce à des parcs flottants dépasse même la demande annuelle d'électricité.

Une capacité photovoltaïque installée de 11,6 GW

Groupe d'intérêt regroupant plus de 800 entreprises industrielles allemandes spécialisées dans la construction de centrales photovoltaïques, l'Association allemande de l'industrie solaire a également indiqué que la capacité cumulée des parcs flottants a atteint 5 GW à l'échelle mondiale en 2022. Encore à ses débuts, le marché africain de l'énergie solaire flottante s'est concentré sur des applications expérimentales ou commerciales avec une capacité relative faible. Des petites centrales flottantes ont été notamment construites en Afrique du Sud, au Kenya, au Burundi et en Tunisie. La construction du plus grand parc solaire flottant du continent doit être achevée d'ici fin 2023 au Ghana. Il s'agit d'un parc d'une capacité de 65 mégawatts (MW) qui sera installé sur le barrage hydro-électrique de Bui.

GHANA

La production industrielle d'or a établi un record historique en 2022

En février 2023, l'Agence Ecofin rapportait que le Ghana est redevenu le premier producteur africain d'or en 2022. Après avoir perdu ce statut l'année précédente au profit de l'Afrique du Sud, Accra a pu compter sur les producteurs industriels actifs dans le pays pour le retrouver. Au Ghana, « le sous-secteur de l'or à grande échelle a enregistré sa production la plus élevée dans l'histoire du pays en 2022 ». C'est par ces mots que le président de la Chambre des Mines, Joshua Mortoi a félicité ses membres pour leur contribution à la production nationale d'or l'année dernière, au cours de la 95^{ème} assemblée générale annuelle de l'association tenue la semaine dernière. Cette performance a été rendue possible, selon les détails re-

layés par Reuters, grâce à une hausse de 13 % en glissement annuel de la production industrielle d'or, à 3,1 millions d'onces. Cela a aussi largement aidé le Ghana à redevenir en 2022 le premier producteur africain d'or devant l'Afrique du Sud, comme le rapportait l'Agence Ecofin en février dernier, citant des chiffres de la Banque centrale du pays. Pour rappel, on retrouve plusieurs grandes compagnies étrangères dans l'exploitation de l'or au Ghana, notamment le premier producteur mondial Newmont, les géants sud-africains AngloGold Ashanti et Gold Fields, ou encore les canadiens Asante Gold et Galiano Gold.

TOGO

Les dépenses en investissements de l'Etat ont augmenté de 60% en 2022

Le Togo a enregistré une augmentation significative de ses dépenses en capital en 2022, selon des estimations récemment publiées par la Banque Centrale (BCEAO). Celles-ci ont atteint la somme de 610,8 milliards FCFA, en hausse de 60% par rapport aux 379,8 milliards FCFA de l'année précédente.

Ces dépenses représentent, pour le gouvernement, des investissements réalisés par les ministères dans divers projets, comme dans les infrastructures, l'énergie et les transports, avec pour but de stimuler le développement économique du pays, ainsi que diverses subventions du pouvoir public. Cette hausse

marque donc les nouveaux engagements de l'exécutif dans un contexte de relance économique post-covid. En récapitulatif, les dépenses et recettes du Togo pour les années 2020, 2021 et 2022, les dépenses en capital ont connu une augmentation globalement constante. En 2020, on était à 394,2 millions, puis

un creux de 379,8 millions de francs CFA en 2021, avant la remontée significative de 2022. Globalement, les dépenses de l'Etat ont connu une hausse similaire, passant de 1139,5 milliards en 2021 à 1501,6 milliards FCFA en 2022, selon les estimations de la Banque centrale, en hausse de 31%.

BENIN

Steve Hoda développe des technologies innovantes pour les filières céréalières

I est un spécialiste des questions économiques et de développement. Il cumule 14 ans d'expérience dans la filière céréalière et a fondé depuis quelques années une entreprise de technologies agricoles céréalières. Steve Hoda (photo) est un économiste béninois formé à la faculté des sciences économiques et de gestion de l'université d'Abomey-Calavi où il a obtenu, en 2009, une maîtrise en sciences économiques. Il est cofondateur et président-directeur général de l'entreprise AfriCereal Group. Née en 2017 sous le nom d'AfriRice,

AfriCereal Group est une entreprise Agritech qui développe et met en œuvre des technologies innovantes dans le domaine agricole en mettant un accent sur les filières céréalières. Elle fournit des solutions de mécanisation pour les opérations agricoles, offre des services d'assistance technique aux agriculteurs et facilite la mise en relation des différents acteurs de l'industrie céréalière. L'entreprise vise à simplifier les tâches agricoles, à minimiser les pertes après la récolte, à accroître la productivité agricole et à améliorer les revenus des agriculteurs. Grâce à des solutions

spécifiquement conçues pour répondre aux besoins du contexte africain, AfriCereal Group s'engage à fournir des aliments sûrs et nutritifs à l'échelle mondiale. AfriCereal Group travaille en collaboration avec des organisations non gouvernementales et des structures étatiques et assiste les producteurs dans leurs campagnes agricoles, du labour à la commercialisation de leurs productions. Elle intervient dans la sous-région ouest-africaine, notamment en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Togo et au Bénin.

NIGERIA

HalalVest simplifie l'accès aux produits et services financiers sans intérêt

Alors que les fintech prolifèrent sur le continent, un tech entrepreneur surfe sur la vague pour proposer des services particuliers aux populations. HalalVest est une solution fintech développée par une jeune pousse nigériane. Elle facilite l'accès aux services financiers tels que l'épargne, les prêts, les investissements, l'assurance, les pensions ou encore les paiements. La start-up, basée à Lagos, a été fondée en 2021 par Abdulazeez Oguntoyinbo. Encline à la religion islamique, la fintech travaille avec des institutions financières pour les aider à répertorier leurs produits conformes à la charia ; elle facilite le paiement électronique et la collecte de la zakat, la sadaqah et du waqf, qui sont divers types d'aumônes religieuses. Son objectif est de démocratiser l'accès aux produits et services financiers sans intérêt pour les populations. « Nous nous concentrons sur la création et le maintien d'un accès à long terme à des produits et services financiers éthiques. [...] Etre une banque fintech sans intérêt de premier plan en Afrique et au Moyen-Orient », indique la plateforme.

La solution dispose d'une application mobile accessible uniquement sur Android. L'utilisateur, après téléchargement, devra s'inscrire via un formulaire. Après la validation du compte, il pourra avoir accès aux services de la fintech. HalalVest propose entre autres divers plans d'épargne et d'investissement éthiques auprès de plusieurs fournisseurs, un guichet unique où l'on peut accéder aux services financiers traditionnels, etc. Depuis sa plateforme web et son application mobile, l'utilisateur peut par exemple envoyer des fonds vers n'importe quelle banque du monde. La fintech revendique un millier de membres et dessert environ 5 pays en Afrique et au Moyen-Orient. D'après Play Store, son application mobile a déjà été téléchargée plus de 100 fois.

CHINE

Baisse des taux surprise pour relancer l'économie

La banque centrale chinoise a diminué mardi son taux d'intérêt directeur à court terme pour la première fois en 10 mois afin de restaurer la confiance des marchés et de stimuler une reprise post-pandémie qui s'essouffle.

La réduction du taux à court terme indique que les taux à plus long terme pourraient être à leur tour assouplis au cours des prochaines semaines à mesure que le sentiment des investisseurs se dégrade et que la demande s'affaiblit, deux arguments supplémentaires en faveur d'un assouplissement monétaire pour soutenir la croissance. La Banque populaire de Chine (BPC) a réduit son taux de prise en pension à sept jours de 10 points de base (pdb) à 1,90% contre 2,00% mardi, après avoir injecté deux milliards de yuans (258,99 millions d'euros) par le biais de cet instrument obligatoire à court terme.

"La décision de la banque centrale de réduire ses taux n'a pas pris les marchés totalement par surprise", remarque Ken Cheung, stratège en chef pour les devises asiatiques chez Mizuho Bank.

"Les banques commerciales ont déjà abaissé leurs taux de dépôt et le gouverneur de la BPC, Yi Gang, a également mentionné récemment un renforcement des mesures d'ajustement contractuelles".

Le yuan a atteint un plus bas de six mois à 7,1680 par dollar après la décision de la banque centrale, tandis que les rende-

ments des obligations souveraines chinoises à 10 ans ont chuté à un nouveau plus bas de 7 mois et demi, à 2,640%. Selon Ken Cheung, la BPC a pu chercher à limiter les impacts de futurs assouplissements de politique monétaire sur le yuan, en amont de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) cette semaine.

La BPC fait figure d'exception parmi les banques centrales mondiales car elle assouplit sa politique monétaire au moment où ses principaux homologues sont engagés dans un cycle de hausses des taux. De nouvelles réductions des taux d'intérêt en Chine ne feraient que creuser l'écart de rendement avec les Etats-Unis, même si la Fed devait faire une pause cette semaine, ce qui ferait pression sur le yuan et accélérerait les sorties de capitaux.

La Chine doit publier cette semaine les données de mai sur les prêts et plusieurs indicateurs d'activité, y compris les ventes au détail et la production industrielle.

La décision de mardi suggère que les décideurs politiques sont de plus en plus inquiets sur la vigueur de la reprise chinoise, selon des traders et des analystes.

"Cela rappelle au marché que

l'économie chinoise reste confrontée à des défis durant sa reprise", indique Marco Sun, analyste en chef des marchés financiers à la MUFU Bank (Chine).

"Toutefois, le marché s'attend à ce que la BPC réduise encore son taux directeur. La BPC pourrait de fait procéder à des ajustements marginaux du taux directeur afin de stimuler la croissance du crédit et de limiter les problèmes d'inflation sur les prochains trimestres." L'agence Bloomberg, citant des sources anonymes, a rapporté mardi que la Chine envisageait au moins une douzaine de mesures de relance, incluant des baisses de taux d'intérêt pour soutenir des secteurs comme l'immobilier et la demande intérieure.

Le prochain ajustement de taux pourrait avoir lieu dès jeudi, lorsque la banque centrale devra renouveler 200 milliards de yuans (25,90 milliards d'euros) de facilités de prêts à moyen terme (MLF).

"La réduction de 10 points de base du taux de prise en pension peut être considérée comme un précurseur d'une réduction du taux MLF ce jeudi", déclare Frances Cheung, stratège taux chez OCBC Bank.

"Les taux pourraient continuer à être sous pression, mais les

prix intègrent déjà une bonne dose de pessimisme sur l'état de l'économie chinoise et de nouvelles baisses de taux, ce qui limitera le potentiel de baisse".

Les marchés s'attendent par ailleurs à ce que le taux de base des prêts (LPR), utilisé pour fixer les taux des prêts à la consommation et des prêts hypothécaires, soit abaissé de la même ampleur que le taux de prise en pension mardi prochain.

Et certaines banques d'investissement prévoient une réduction de 25 pdb du ratio de réserves obligatoires (RRR), le montant de liquidités que les banques doivent garder en réserve, cette année.

"Il pourrait y avoir moins d'urgence à diminuer le taux de RRR après la baisse de taux de mardi. Nous nous attendons désormais à ce que la réduction du RRR de 25 pdb que nous avions prévue pour juin aura plutôt lieu au troisième trimestre", écrivent les économistes de Goldman Sachs dans une note.

"Il pourrait y avoir une autre réduction du RRR ou de nouvelles baisses de taux au quatrième trimestre, en fonction du comportement de l'économie les prochains mois".

USA

Le dollar en baisse avant l'inflation

Le dollar reculait face à l'euro et à la livre mardi, le marché anticipant une pause dans le cycle de hausse des taux de la Réserve fédérale américaine, avant la publication de chiffres clés sur l'inflation aux Etats-Unis. Vers 09H30 GMT (11H30 à Paris), le dollar cédait 0,45% face à l'euro, à 1,0806 dollar pour un euro, et 0,48% face à la livre, à 1,2569 dollar pour une livre.

"Tous les regards seront tournés vers le dernier rapport sur l'inflation américaine" publié à la mi-journée à 12H30 GMT, indique Lukman Otunuga, analyste pour FXTM, "qui devrait à nouveau ralentir en mai après une légère baisse en avril".

Les investisseurs devraient se montrer particulièrement attentifs au rapport à la veille de la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) après une réunion de deux jours.

"Les signes d'une diminution des pressions inflationnistes pourraient renforcer les attentes concernant la fin" du cycle des hausses des taux de la Fed, explique M. Otunuga.

A l'inverse, un taux d'inflation plus élevé qu'attendu pourrait inciter la banque centrale "à maintenir les taux américains à un niveau plus élevé pendant plus longtemps", poursuit-il. Après dix hausses de taux consécutives, les investisseurs prévoient largement que l'institution monétaire décide de ne pas augmenter son principal taux directeur en juin.

Si une pause est donc "presque certaine", le ton et la substance de l'annonce auront un poids réel du point de vue des marchés", avance Ricardo Evangelista, analyste chez Activ-Trades.

En parallèle, la livre sterling profitait de chiffres de l'emploi meilleurs que prévu au Royaume-Uni, ce qui pourrait donner plus de latitude à la Banque d'Angleterre (BoE) pour poursuivre ses hausses de taux pour lutter contre l'inflation.

Le taux de chômage a légèrement reculé au Royaume-Uni à 3,8% fin avril, contre 3,9% sur les trois mois achevés fin mars.

La Banque centrale européenne (BCE) se réunira jeudi, la Banque du Japon (BoJ) vendredi et la BoE la semaine prochaine pour leur décision de politique monétaire.

ALLEMAGNE

Le moral des investisseurs se redresse en juin-ZEW

Le moral des investisseurs allemands s'est redressé depuis le début du mois de juin mais il reste en territoire négatif, montre l'enquête mensuelle publiée mardi par l'institut d'études écono-

miques ZEW. L'indice ZEW s'est établi à -8,5 après -10,7 en mai. Les économistes attendaient en moyenne une accentuation de la baisse à -13,1.

Le sous-indice de l'évaluation des conditions actuelles par les investisseurs a reculé à -56,5 contre -34,8 un mois plus tôt. Le consensus Reuters le donnait à -40,0.

ROYAUME-UNI

Les chiffres de l'emploi meilleurs qu'attendu font bondir les taux d'emprunt

Les chiffres de l'emploi meilleurs que prévu au Royaume-Uni font craindre au marché de nouveaux tours de vis monétaires de la Banque d'Angleterre pour lutter contre l'inflation et bondir les taux des bons du Trésor (gilts) à deux ans.

Le taux de chômage a légèrement reculé au Royaume-Uni à 3,8% fin avril, contre 3,9% sur les trois mois achevés fin mars, indique mardi l'Office national des statistiques (ONS).

Les économistes attendaient à l'inverse une augmentation à 4%, d'après l'agence PA.

Le taux de chômage oscille entre 3,7% et 3,9% depuis des mois, des niveaux historiquement bas, et se trouve pour les trois mois terminés en avril "inférieur à avant la pandémie", note l'Office des statistiques (ONS) dans son rapport mensuel.

Le nombre de personnes employées dans le pays a par ailleurs augmenté et retrouvé son niveau d'avant la pandémie, précise l'ONS.

L'organisme relève que les augmentations de salaires, bien qu'au plus haut jamais enregistrées lors de telles statistiques, restent cependant in-

férieures à l'inflation, à 8,7% sur un an dans le pays en avril.

Les mouvements de grève se sont multipliés au Royaume-Uni depuis un an pour demander des hausses de salaires vu l'envolée des prix, la plus forte pour un pays du G7, à l'origine d'une sévère crise du coût de la vie.

Pour Ashley Webb, de Capital Economics, l'augmentation des salaires devrait d'ailleurs "justifier plus de hausses de taux" de la part de la Banque d'Angleterre, qui s'efforce depuis plus d'un an de juguler l'inflation.

Le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt s'est félicité mardi d'un nombre "record de personnes en emploi" en avril, mais déploré que "les hausses de prix continuent à manger les salaires". "Nous devons donc nous en tenir à notre plan de diviser par deux l'inflation cette année pour doper le niveau de vie" des Britanniques, a-t-il dit.

Signes négatifs pour le marché du travail: le nombre d'offres d'emploi à pourvoir a reculé pour la onzième fois d'affilée, et l'ONS note un nouveau record de personnes inactives à cause

de maladies de longue durée.

"Les chiffres d'aujourd'hui sont dans l'ensemble positifs, avec le niveau d'emploi finalement de retour là où il se trouvait à la veille de la pandémie", commente Tony Wilson, directeur de l'Institut des Etudes sur l'Emploi.

Il ajoute que la croissance des salaires est "exceptionnellement forte à plus de 7%" mais que le manque de travailleurs au Royaume-Uni "pèse sur la croissance, avec plus d'un million d'offres d'emploi toujours non pourvues".

En réaction à ces chiffres sur le marché de l'emploi britannique, les taux des bons à deux ans sont montés jusqu'à 4,77% peu avant 08H30 GMT, dépassant les sommets atteints fin septembre après la tempête financière provoquée par l'éphémère gouvernement de Liz Truss. Celui-ci avait affolé les marchés avec un budget aux dépenses massives et non financées.

Le mouvement de mardi n'est cependant pas lié à un "risque budgétaire ou politique" mais "aux attentes selon lesquelles la Banque d'Angleterre devra appuyer encore et encore sur le bouton de hausse" des taux, selon Neil Wilson, ana-

BOURSE ZURICH

Les indices se maintiennent prudemment dans le vert

Après avoir ouvert en hausse, la Bourse suisse se maintenait prudemment dans le vert à l'approche de la mi-journée, plombée par deux de ses trois poids lourds, Novartis et Nestlé. Alors que le marché manque toujours d'impulsions, les investisseurs braquent leur regard sur la publication dans l'après-midi de données sur l'inflation américaine, alors que la Réserve fédérale (Fed) débute sa réunion de deux jours consacrée à la politique monétaire. Les investisseurs caressent l'espoir "de données d'inflation suffisamment douces en provenance des États-Unis, ce qui pourrait chasser les nuages hawkish de la Réserve fédérale (Fed) et dégaier le ciel pour une pause de la Fed", indique Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank. Les attentes sont plutôt modérées, ce qui les rend plus difficiles à dépasser. L'inflation globale américaine devrait avoir diminué de 4,9 % à 4,1 % en mai, l'inflation de base - hors alimentation et énergie - devrait avoir diminué de 5,5 % à 5,3 %. Sur une base mensuelle, l'IPC de base devrait avoir augmenté de 0,4 %, à la même vitesse que le mois dernier, les augmentations de prix dans les services et les loyers restent stables. Une donnée encourageante, cependant, est la baisse des attentes en matière d'inflation. La dernière enquête de la Fed de New York a montré que les prévisions d'inflation à un an ont encore baissé à 4,1%, bien que nous ayons constaté une hausse des prévisions à trois ans à 3%, a poursuivi Ipek Ozkardeskaya.

POINT MARCHÉS

Les Bourses mondiales enthousiastes avant la Fed

Les marchés mondiaux évoluaient en hausse mardi, à la veille de la décision de la Réserve fédérale (Fed) américaine, dont un grand nombre d'investisseurs attendent une pause dans la hausse de ses taux directeurs.

Après que l'indice américain S&P a clôturé à un plus haut sur 13 mois, l'indice vedette Nikkei de la Bourse de Tokyo a avancé de 1,8% et dépassé le seuil des 33'000 points, pour la première fois depuis juillet 1990. En Chine, Shanghai prenait 0,15% et Hong Kong 0,58% dans les derniers échanges. Au cours d'une semaine chargée sur le plan monétaire, la banque centrale chinoise a ramené mardi, à la surprise des analystes, son taux d'intérêt directeur à court terme de 2% à 1,9%, pour soutenir l'activité dans un contexte d'essoufflement de la reprise post-Covid du pays. "Il s'agit de la première baisse de ce taux depuis août 2022", soulignent les analystes de la Deutsche Bank. Le yuan a reculé par rapport au dollar et les rendements des obligations d'État à 10 ans ont baissé de 4,4 points de base "pour atteindre leur plus bas niveau depuis septembre", à 2,62% vers 09h35, précisent encore les analystes. En Europe, après une ouverture en hausse, les indices continuaient d'avancer nettement: Paris gagnait 0,73%, Londres 0,20%, Francfort 0,54% et Milan 0,25% vers 09h35. La Bourse suisse y mettait nettement moins d'entrain, son indice phare SMI ne prenant vers 10h05 que

0,18%, plombée par ses trois poids lourds Novartis, Roche et Nestlé. Depuis plus d'une semaine, les marchés mondiaux attendent le comité de politique monétaire de la Fed qui se réunit mardi et mercredi, et sa décision à 20H30 (heure de Paris) mercredi. Les investisseurs prévoient largement que l'institution monétaire américaine décide de ne pas augmenter son principal taux directeur en juin, après dix hausses consécutives. Ils tablent toutefois sur une hausse supplémentaire en juillet. Dans ce contexte, "les chiffres d'inflation aux États-Unis publiés mardi en début d'après-midi pourraient sceller la décision de la Fed", écrit Alexandre Baradez, analyste d'IG France dans une note. La publication de l'indice des prix à la consommation de mai (CPI), indicateur d'inflation américain majeur, est attendu à 14h30. "Le consensus attend un ralentissement sensible de l'inflation globale à 4,1% sur un an (contre 4,9% le mois précédent) ainsi qu'une petite détente de l'inflation de base (hors alimentation et énergie) à 5,3% contre 5,5% précédemment", précise l'analyste.

Le SVB endosse le drapeau britannique La branche britannique de la banque californienne en faillite Silicon Valley Bank (SVB), acquise en mars par la banque

britannique HSBC (+0,69% à Londres vers 07H30 GMT) pour une livre symbolique, prend mardi le nom de sa maison-mère et devient Silicon Valley Bank UK (SVB UK).

Assasin's Creed en réalité virtuelle L'éditeur de jeu vidéo français Ubisoft (+1,73% à Paris vers 07H30 GMT) a annoncé lundi qu'une version en réalité virtuelle d'"Assassin's Creed", l'une des séries les plus populaires de son catalogue depuis son lancement en 2007, sera disponible d'ici la fin de l'année.

Légère remontée des prix du pétrole Les prix du pétrole remontaient un peu mardi après avoir lâché plus de 2% la veille à l'approche de la décision de politique monétaire de la Fed, les investisseurs craignant qu'une éventuelle hausse de taux d'intérêt pèse sur l'activité économique et donc la demande de brut. Vers 09H30, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 0,77% à 72,40 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en juillet, gagnait 0,52% à 67,47 dollars. L'euro gagnait 0,39% par rapport au dollar, à 1,0799 dollar pour un euro. Le bitcoin s'enrobait de 0,73% à 26'085 dollars.

PARIS

Trajectoire haussière, au seuil des 7300 points

La bourse de Paris semble suivre la même trajectoire que la veille et gagne quelque 0,6%, autour des 7295 points, notamment tirée par Teleperformance (+2,4%), Saint Gobain (+2,3%) ou encore Michelin (+2,2%). Ce matin, les investisseurs ont pris connaissance du taux d'inflation annuel en Allemagne. Celui-ci est ressorti à +6,1% en mai 2023, marquant ainsi une poursuite du ralentissement après des taux de +7,2% en avril et de +7,4% en mars. Les marchés sont désormais dans l'attente de la réunion de la Réserve fédérale des États-Unis qui doit se tenir d'aujourd'hui à demain et au terme de laquelle elle annoncera sa décision de politique monétaire, fort probablement un 'statu quo' sur les taux. "L'idée est de sauter cette réunion mais en se laissant la flexibilité de reprendre les hausses de taux en juillet si cela s'avère nécessaire", rappellent les économistes d'Odoo BHF. Les chiffres de l'inflation aux États-Unis, qui seront publiés en début d'après-midi, pourraient toutefois relancer les craintes d'une reprise de la

remontée des taux de la Fed. Si le processus de désinflation semble désormais bien engagé Outre-Atlantique, il concerne pour l'instant les biens manufacturés, l'énergie et l'alimentation mais peine à se matérialiser au niveau des prix des services. Le taux d'inflation devrait malgré tout nettement fléchir en mai, de 4,9% vers 4,1% pour l'indice total. Les marchés obligataires ont entamé la semaine sans grande direction, même si le rendement des bons du Trésor américain à dix ans se replie à 3,76% en attendant les décisions de la Fed. Celui du Bund allemand à dix ans se tend légèrement, à 2,38%, les anticipations de hausse de taux de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi ayant récemment été confortées. Dans l'actualité des sociétés françaises, Teleperformance annonce le déploiement d'outils d'intelligence artificielle (IA) sur la plateforme cloud ServiceNow, leader de la gestion digitale des flux de travail, pour améliorer l'expérience employé, accroître la productivité et transformer ses opérations.

BOURSE

Embracer grimpe après l'annonce d'un plan de restructuration

Le groupe de jeux vidéo Embracer monte en Bourse mardi après l'annonce d'un plan de restructuration destiné à réduire ses coûts et ses investissements, y compris dans le développement de nouveaux produits. A la Bourse de Stockholm, vers 08h40 GMT, l'action bondit de 3,9%, signant l'une des meilleures performances du Stoxx 600 STOXX, lui-même en hausse de 0,28%. Dans le cadre de ce plan, Embracer, qui fait face à des retards dans le développement de ses jeux, un affaiblissement de la demande et à l'échec d'un partenariat stratégique, prévoit de réduire ses coûts d'au moins 10% par an, soit une économie de 800 millions de couronnes (68,8 millions d'euros). Le groupe, qui détient notamment une licence pour le jeu Tomb Raider, va réduire ses dépenses d'investissement (capex) d'au moins

2,9 milliards de couronnes d'ici l'exercice fiscal 2024/2025. Le groupe prévoit également une consolidation de certaines de ses sociétés et activités ainsi que la fermeture de studios et l'arrêt de projets à faible rendement. Viktor Lindström, analyste chez Redeye, a salué ces mesures, estimant que cette décision "difficile" augmentera à la fois la visibilité en matière de réduction de la dette nette d'Embracer et la confiance dans des marges plus élevées dans le segment des PC et des consoles de jeu vidéo. Selon cet analyste, ce dernier segment devrait être un moteur majeur de la croissance à deux chiffres attendue sur le bénéfice dans les années à venir.

Cours du 13 Juin 2023
Valeur : 15 Juin 2023

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	136,018	136,020
1	EUR EURO	166,967	166,983
1	GBP POUND STERLING	170,886	170,814
100	JPY JAPANESE YEN	95,670	95,527
1	CNY CHINESE YUAN	19,900	19,904
1	CHF SWISS FRANC	156,047	156,079
1	CAD CANADIAN DOLLAR	101,806	101,864
1	DKK DANISH KRONE	19,712	19,702
1	SEK SWEDISH KRONA	12,652	12,651
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12,010	12,039
1	AED UAE DIRHAM	37,029	37,941
1	SAR SAUDI RIYAL	36,268	36,277
1	KWD KUWAITI DINAR	402,450	402,549
1	TND TUNISIAN DINAR	43,514	43,917
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13,682	13,477
1	LYD LIBYAN DINAR	20,107	20,246
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3,996	3,900
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181,202	181,202

GEN-2

C'est probablement la meilleure app pour créer des vidéos à partir d'un texte

Pour la première fois, une application « text-to-video » produit des vidéos d'une qualité indéniable. Des clips ultra courts mais bien conçus et prometteurs.

Avec des applications comme Midjourney, Stable Diffusion ou plus récemment Adobe Firefly, le secteur des « text-to-image » a largement fait ses preuves. C'est un des domaines les plus avancés de l'intelligence artificielle et il est courant d'observer des créations remarquables. Jusqu'à présent, le secteur text-to-video n'a pas été aussi bien loti. Google Imagen et Make a Video de Meta/Facebook s'apparentent à des projets ambitieux, si ce n'est qu'il nous est pour l'instant impossible de les tester. Quant à Genmo, Kaiber ou Leia-

pix, ils sont loin de produire des clips dignes de ce nom. Assez souvent, ils se contentent de modifier le décor, ce qui produit des vidéos sans intérêt. RunwayML semble être la première société à même de changer la donne. Créée par Cris Valenzuela, sise à New York et ouvertement dédiée à la création d'outils pour artistes, cette startup se paye le luxe de coiffer Google et Meta au poteau. RunwayML avait déjà produit un essai relativement décent avec Gen-1.

Ce n'est qu'un début

Pour la première fois, avec la nouvelle version Gen-2, à partir d'un simple

texte, nous avons droit à des vidéos dignes de ce nom. L'outil n'est pas encore parfait et il lui arrive de produire un résultat erroné. Par exemple, nous lui demandons un clip dans lequel un chat poursuit une souris et il sort un clip avec 2 chats ! Parfois aussi, il lui arrive d'omettre un élément important du prompt (« un candidat à la présidence devant un microphone »... Le microphone est là mais pas l'intéressé). Toutefois, le plus souvent, à partir d'une simple requête, nous obtenons des clips cohérents et d'une vraiment belle qualité.

50 ANS APRÈS LEUR SÉPARATION

Une intelligence artificielle recrée des chansons des Beatles

Plusieurs nouveaux titres des Beatles ont été publiés sur YouTube, au grand bonheur des fans. En faisant appel à l'intelligence artificielle, le propriétaire de la chaîne YouTube a pu modifier des chansons existantes afin qu'elles semblent avoir été produites par le groupe il y a 50 ans.

Plus de cinq décennies après la séparation des Beatles, l'intelligence artificielle a permis la création de nouvelles chansons du groupe, comme si elles avaient été enregistrées à l'époque. Ce travail, qui est l'œuvre d'une chaîne YouTube du nom de Dae Lims, a ému de nombreux fans.

Le créateur a pris plusieurs chansons de Paul McCartney et Ringo Starr, et a utilisé l'intelligence artificielle pour ajouter les voix manquantes des autres membres du groupe. Sur la chanson New de Paul McCartney, il a ajouté la voix de John Lennon ainsi que des harmonies des autres membres, et a rajouté la voix de Paul McCartney.

Certains titres déjà supprimés à cause de réclamations

Toutefois, le créateur de ces vidéos, qui avoue lui-même être un grand fan des Beatles, a vu plusieurs de ses vidéos supprimées de la plateforme à cause de réclamations par les ayants droit. Il a pour l'instant rendu la plupart de ses vidéos privées en attendant de trouver une solution. Il ne reste que deux titres des Beatles : Grow Old With Me, écrite par John Lennon, et It Don't Come Easy, de Ringo Starr.

À l'heure actuelle, ce genre de création nécessite tout de même de sérieuses connaissances, mais ce n'est qu'une question de temps avant que des outils simplifiés ne soient disponibles pour le grand public, ce qui risque de poser de sérieux problèmes de droits d'auteur. Pour sa part, Dae Lims indique avoir été contacté par plusieurs labels, et espère à l'avenir pouvoir remasteriser des titres grâce à l'IA de manière officielle.

AVEC 99 % DE RÉUSSITE

Un outil détecterait certains contenus produits par ChatGPT

Une étude universitaire met en avant un outil, RoBERT, qui aurait la capacité de distinguer un texte écrit par un scientifique d'un autre produit par ChatGPT.

Avouons-le : savoir qu'un étudiant ou un rédacteur a pu utiliser ChatGPT pour produire un essai ou un article est une idée pour le moins pénible. Divers outils sont apparus pour aider à détec-

ter de tels contenus mais ils ne sont pas d'une haute fiabilité : il leur arrive couramment de se laisser abuser. Et d'ailleurs, cette détection est devenue plus ardue avec le modèle GPT-4 qui produit des textes de bien meilleure qualité que son prédécesseur.

GPTZero, un outil de détection de contenus générés par IA n'a pas su reconnaître comme tel ce contenu généré par ChatGPT. Alors, que faire ? Une étude menée par plusieurs universitaires américains et publiée par CellPress affirme qu'il serait au moins possible de distinguer un texte écrit par un scientifique, d'un texte produit par ChatGPT, avec une probabilité proche allant jusqu'à 99 %.

Pour parvenir à un tel résultat, les chercheurs en question disent avoir mis à contribution avant tout un outil de détection appelé RoBERT. Ils ont toutefois affiné leur analyse et découvert divers facteurs inattendus :

Les humains auraient tendance à écrire davantage de phrases et aussi de mots dans un paragraphe, notamment des phrases avec plus de 34 mots ; Ils ont tendance à utiliser davantage certains termes tels que « cependant », « parce que », « bien que », etc. ; ils auraient tendance à employer davantage de signes tels que « ? », « : » ;

Les chercheurs ont également remarqué que les universitaires avaient tendance à utiliser davantage de noms propres et d'acronymes, et que les humains étaient portés à citer les noms des savants dont ils évoquaient les travaux, là où ChatGPT pouvait se montrer plus vague.

Hélas, au bout du compte, l'étude publiée par CellPress ne nous propose aucun outil qui aiderait à tester des cas de figure concrets. Et comme elle se limite à des articles scientifiques, il n'est pas encore possible de savoir si une telle recherche pourrait mener à l'élaboration d'un outil de détection exploitable par tout un chacun.

Il tombe du ciel	Oiseau grimpeur	Peuple celtique	Ramassage des restes	Petite cale	Envoyé de dieu	Cheminées			
Provisions	Laitières	Infusion anglaise	État d'Europe	Trotte nipponne	Vieille copine	Pianiste français			
Rattrapé l'erreur					Affluent du Danube				
Suit le tic					Vérité				
		Original			Stagne				
		Dérivé organique			Scientifique				
Tombé			Il a son charme			Arbre d'Afrique		Animal de laboratoire	
Créreuse									
				Gros lézards					Arrête
				Proche d'Aix					
Étéré			Authentique			Accord provençal			
Astère en chimie			Petite pièce			Moitié de moitié			
	Glace anglaise			Ouvre les fenêtres	Arène				
	Cru								
Parfum du large				Preneurs					
Carburant				Fait à invouer					
					Condamné à mort		Planche de relieur		
							Unité combattante		
Guide de mine			Puissant moteur				Anneau de cordage		
Protège le doigt			Antenne				Vitesse résiduelle		
	Petite batterie				Poids à perdre			Accepté	Privation
Serpente dans les prés	Espace clos				Cochon			Actinium de chimiste	
	Vexée								
		Monnaie du Brésil							
					Vaste				
					Élément de thule				
Épouse de Jacob			Régiment d'infanterie		Rivière d'Afrique			Note	
Ordinateur					Blessé				
	Rutile						Filter naturel		
	Possessif								
Constellée						Mis en condition		Petit saint	
Mer d'Asie						Avant l'ONU		Transport de région	
			Femme d'Osiris				Courrier sûr		Avant midi
			Notre seigneur						
Femme parfaite	Ouit						Roi de théâtre		
					Emprisonné				

L'automobile à la croisée des chemins

Rien n'est simple dans un monde automobile chahuté par une électrification qui s'oppose à la passion. Les temps changent mais pas l'ADN de l'automobiliste, qui a parfois du mal à se reconnaître dans ce nouveau monde de la mobilité.



Si le design est le premier critère d'achat d'une automobile, la technologie, le moteur et l'équipement dernier cri sont d'autres éléments déclencheurs de l'acte d'achat. Ensemble, ils génèrent une notion de plaisir, d'abord dans la détention d'un véhicule qui nous ressemble et nous offre une liberté de mouvement. Mais il s'agit aussi de l'agrément d'usage et de conduite, qui doivent être en corrélation avec le prix demandé. L'électrification galopante du marché automobile et l'augmentation des prix bouleversent les acheteurs de voiture neuve et modifient la physionomie du marché français. Passons sur les chiffres de vente annuels, re-

venus cinquante ans en arrière, quand nous étions 54 millions d'habitants dans l'Hexagone contre près de 68 millions aujourd'hui. Regardons en revanche l'âge moyen du parc automobile, qui est de 11,8 ans en Europe et 10,5 ans en France (6,8 ans au Luxembourg...). Jamais ce chiffre n'a été aussi élevé en France, ce qui signifie au moins deux choses : que nous gardons nos voitures plus longtemps pour des questions économiques mais, surtout, que les nouvelles technologies interrogent, voire déplaisent. Il n'y a jamais eu autant de clubs de passionnés par des voitures youngtimers ou anciennes que depuis que la voiture électrique nous a été présentée comme la panacée de notre mobilité.

Aujourd'hui, certains adorent déjà la voiture à batteries si elle correspond à leur usage. Mais ce sont eux qui, en général ne s'intéressent pas à la « bagnole ». À l'opposé, il y a ceux qui ne jurent que par les grosses cylindrées qui font du bruit et rejettent au bas mot 250 g de CO₂/km. Mais ils ne sont pas les plus nombreux. La catégorie la plus importante est celle des Français qui ont besoin - et envie - d'une voiture qui leur plaît sur le plan esthétique, est dotée d'une technologie qui rassure (autonomie, ravitaillement) pour un prix correct et leur procure des sensations de conduite exaltantes. Celle qui véhicule un minimum de passion dans une vie quotidienne parfois rude.

POUR HYUNDAI Objectif Lune en 2027

Hyundai se lance dans la conquête spatiale puisque le groupe coréen débute la construction d'un rover d'exploration lunaire, dont l'alu-nissage est prévu en 2027. À l'inverse des modèles de la gamme, il n'accueille ni conducteur, ni passager. Si tout se passe bien, Hyundai a rendez-vous avec la Lune en 2027.

Voitures tout-terrain, amphibies, volantes, les constructeurs automobiles ont à peu près exploré toutes les possibilités offertes sur la Terre. Alors, pourquoi ne pas s'attaquer à la Lune ?

Chez Hyundai, on y avait songé en 2019 avec l'Elevate. Seulement, le dernier projet en cours est réellement sur les rails depuis juillet 2022. Le constructeur annonce désormais la construction d'un modèle de développement au second semestre 2024, afin d'être lancé en 2027.

Bien sûr, l'aventure est collaborative. Ainsi, Hyundai Motor Group a signé un accord avec pas moins de six instituts de recherche coréens du secteur aérospatial. Pour la conception de son rover, le groupe utilisera des technologies de robotique et de conduite autonome conçues en interne comme les caméras. Lidars, mais aussi moteurs, roues, suspensions, panneaux solaires et batteries. Pour ce qui est des robots, c'est la filiale Hyundai Rotem qui s'en charge.

Tous ces composants occuperont la partie inférieure du rover. La partie supérieure sera constituée de charges utiles scientifiques pour l'exploration de la surface lunaire. Il sera doté d'une fonction de gestion thermique et d'un blindage contre les radiations pour résister à l'environnement extrême de la surface lunaire. Son poids est évalué à 70 kg environ.

Si le développement et les essais du rover sont concluants, il est prévu de le faire alunir près du pôle Sud de la Lune afin de mener diverses missions scientifiques.

RENAULT CAPTUR

En route pour un nouveau design

Après la Renault Clio, c'est au tour du Renault Captur de bénéficier d'un restylage qui devrait être dévoilé vers la fin de l'année pour une commercialisation prévue en 2024. Ce lifting sera d'importance, puisqu'il changera profondément la signature lumineuse du véhicule.

La Renault Clio restylée vous plaît. Ça tombe bien puisque le Renault Captur va utiliser la même recette pour son restylage. C'est en tout cas ce que confirment les photos d'un prototype qui a été débusqué en Espagne et qui confirme la nouvelle architecture des feux de jour (fini les crochets place aux boomerangs). Ce modèle bénéficiera d'une nouvelle calandre et du nouveau logo « Nouvel'R ». Tandis qu'à l'arrière du véhicule, de petites modifications seront effectuées sur les feux et le bouclier.

Un camouflage qui laisse apparaître les nouveaux feux de jour du Renault Captur Phase 2 qui va s'inspirer du récent restylage de la Renault Clio pour se moderniser.

Peu de changement également en ce qui concerne l'habitacle qui accueillera cependant une évolution du système multimédia Easy Link et de nouvelles selleries. Il n'y a pas de raison que sous le capot on trouve de nouvelles motorisations, il faudra pour cela attendre la mi-2025 et l'entrée en vigueur de la norme Euro 7 pour apercevoir un nouveau 1.2 microhybride en 48 volts de 140 ch. Cependant, sur ce Renault Captur phase 2 qui sera dévoilé en fin d'année, il y aura sans doute une progression de la puissance du 1.0 TCe en essence comme en GPL.

BIENTÔT

Une compacte Dacia pour écraser le marché ?

En plus de ses nouveaux SUV, Dacia se prépare à lancer une compacte à cinq portes dans le segment des Renault Mégane et autres Peugeot 308. De quoi dominer le marché ?

Le Dacia Jogger sera-t-il rejoint par une compacte à cinq portes dans la gamme du constructeur roumain ?

Dacia va bien et la situation de la marque roumaine n'est certainement pas prête de se dégrader. La division « low-cost » de Renault prépare en effet le renouvellement de son SUV star le Duster, en plus d'un grand modèle à sept places (le Bigster) attendu d'ici le milieu de la décennie. Et alors que le Jogger se

vend très bien, que la Sandero reste la voiture la moins chère du marché et que la petite Spring électrique séduit les clients cherchant une électrique la plus abordable possible, on apprend que Dacia pourrait défricher un autre terrain.

D'après les journalistes espagnols de Motor, Dacia travaillerait actuellement sur une compacte à cinq portes. Oui, un modèle de la catégorie des Renault Mégane, Peugeot 308 et autres Opel Astra avec une longueur aux environs des 4,3 mètres. Basée sur la plateforme CMF-B, cette compacte Dacia reprendrait évidemment une approche la plus « low-cost » possible de façon à réduire au maximum ses prix. D'après

les journalistes Espagnols, elle serait prévue pour 2026 au plus tard et embarquera des motorisations micro-hybrides, hybrides et thermiques compatibles GPL.

Une compacte à moins de 20 000€ ?

Alors qu'une Peugeot 308 se négocie actuellement à partir de 29 420€ et qu'une Skoda Scala ne descend pas sous les 23 520€, l'idée d'une compacte Dacia à moins de 20 000€ nous paraît séduisante pour ceux qui refuseraient de craquer sur les SUV. Il y aurait sans doute de quoi réaliser de jolis scores de vente si l'auto affiche un design raisonnablement séduisant et

USA : L'inflation ralentit plus que prévu en mai

La hausse des prix à la consommation aux Etats-Unis a ralenti plus que prévu en mai, montrent mardi les statistiques officielles, alimentant les anticipations d'une pause de la Réserve fédérale (Fed) dans le relèvement de ses taux à l'issue de sa réunion de politique monétaire mercredi.

L'indice des prix à la consommation (CPI) du Département du Travail a augmenté de 0,1% en mai en glissement mensuel, contre 0,4% en avril, et de 4% sur un an, contre 4,9% en avril.

Les économistes interrogés par Reuters prévoient en moyenne un ralentissement à 0,2% d'un mois sur l'autre et à 4,1% en rythme annuel.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 14 Juin 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



BAC 2023

Plusieurs personnes condamnées pour fraude

Plusieurs personnes ont été condamnées, lundi, pour avoir fuité les sujets et les réponses des épreuves du Baccalauréat en ayant recours aux moyens de communication à distance, et ce dans plusieurs wilayas du pays. A M'sila, le parquet de la République près le tribunal de Magra a donné des instructions aux services de police judiciaire pour arrêter le suspect "N. A. S.", lancer les investigations préliminaires, et le présenter une fois les investigations achevées, indique un communiqué de la même instance judiciaire. Présenté devant le parquet de la République, le mis en cause, poursuivi selon les procédures de comparution immédiate pour délit de fuite de sujets et de réponses des examens du Baccalauréat, faits énoncés et condamnés par les dispositions de l'article 253 bis du Code pénal, a écopé d'un (1) an de prison ferme et d'une amende de 50.000.00 Da, outre la confiscation des objets saisis.

Un autre communiqué du tribunal de Sidi Aïssa (Cour de M'sila) a indiqué que le dénommé "R. A.", poursuivi selon les mêmes procédures pour avoir fuité les sujets des épreuves du baccalauréat, a écopé d'une peine d'un (1) an de prison ferme et d'une amende de 20.000 Da avec confiscation des objets saisis.

La Cour de Ouargla a indiqué, dans son communiqué, que le dénommé "H. B'" avait été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Ouargla pour publication et fuite des sujets et des réponses des épreuves du baccalauréat en ayant recours aux moyens de communication à distance conformément aux dispositions de l'article 253 bis 7 du Code pénal.

L'accusé a été condamné à 18 mois de prison ferme et à une amende de 200000 DA avec confiscation du téléphone portable saisi, précise-t-on de même source.

A Ain Defla, le procureur de la République près le tribunal de Miliana a fait état dans un communiqué du traitement, le 11 juin, d'un cas de fraude enregistré au niveau d'un centre d'examen à Miliana, impliquant la personne répondant aux initiales de "H.N.O".

Une peine d'un (01) an de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 DA a été prononcée contre l'accusé, poursuivie, le 12 juin, conformément aux procédures de comparution immédiate. Il a été ordonné également la confiscation des objets saisis, et un mandat de dépôt prononcé séance tenante.

A El Ménéa, l'accusée répondant aux initiales de "A.C" a été déferée, lundi, devant le parquet de la République près le Tribunal d'El Ménéa où elle a été poursuivie conformément aux procédures de comparution immédiate. Déférée devant le tribunal correctionnel, elle a écopé d'une peine d'un (01) an de prison ferme assortie d'une amende de 50 000 DA pour divulgation des sujets et des réponses des épreuves du baccalauréat, en utilisant des moyens de communication à distance.

Un mandat de dépôt a également été prononcé à son encontre, conformément aux articles 253 bis 6, 253 bis 7 et 4 du Code pénal.

AVEC LES NOUVELLES ALLIANCES GÉOSTRATÉGIQUES

Les routes du commerce mondial vont être «redessinées»

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine pèse fortement sur l'économie mondiale. En effet, cette guerre s'inscrit, dira Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef et de l'Alliance des patronats Franco-phones, dans un cadre plus globale de compétition technologique et géopolitique.

«La période de coopération économique post-Seconde Guerre mondiale concrétisée par l'ouverture des espaces de libre-échange (marché commun européen, Asean, Mescosur...), la baisse des tarifs douaniers et des contraintes commerciales semble révolue. Les Etats Unis imposent unilatéralement de nouveaux droits de douane, ce qui affaiblit le rôle de l'OMC dans la régulation des conflits», a souligné le président du Medef dans un entretien accordé au quotidien français «L'Opinion». Indiquant que les tensions géopolitiques se sont encore accélérées depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'intervenant a fait savoir que «de nouvelles alliances géostratégiques voient le jour, notamment autour de l'axe Tur-

quie-Russie-Iran-Chine. L'offensive asiatique se poursuit vers les pays émergents, particulièrement dans les infrastructures en Afrique. Ces évolutions vont redessiner les routes du commerce mondial».

Questionné sur l'impact de la dédollarisation de l'économie mondiale à travers la poussée de ces nouveaux blocs, le président du Medef a indiqué que le recours au billet vert dans les transactions internationales et encore plus l'extraterritorialité des lois américaines pèsent sur les échanges. «Nos entreprises en ont subi les conséquences. Peugeot et Renault ont été contraints de quitter l'Iran car elles réalisent leurs transactions en dollars même si elles ne sont pas vraiment exposées sur le marché américain. Si dédollarisation il y a, il ne faudrait pas que ce soit au seul profit du yuan. Nous devons nous battre pour que l'euro devienne une monnaie de transaction», précise-t-il.

Par ailleurs, il a indiqué que la francophonie économique prend tout son sens dans cette grande compétition mondiale. «On a réussi à mettre autour de la

table des entrepreneurs de différentes régions du monde, avec des cultures et des approches variées mais qui ont en commun une langue de travail. La situation dans la francophonie est disparatée d'un pays ou d'une zone à l'autre. En Asie, certains pays seront encore dépendants du tourisme et du contexte global, mais les économies de la région ont tout de même continué leur reprise malgré l'inflation. Les économies occidentales restent résilientes, mais pourrait passer en récession sur un semestre, à l'exception du Québec. Au Maghreb et au proche Orient, le Liban en grande difficulté, en contraste de l'Algérie dont l'économie s'est révélée performante, notamment grande à ses exportations de gaz naturel liquéfié. En Afrique subsaharienne, les économies semblent résister. La croissance de long terme doit maintenant y être stimulée. L'inquiétude concerne les échanges avec la Chine, dont un ralentissement pourrait impacter fortement la zone dans l'océan Indien, les économies apparaissent aussi résilientes».

Synthèse Slimane T

CNESE

Bouchenak Khelladi participe au sommet "Monde du travail" les 14 et 15 juin à Genève

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, prendra part aux travaux du sommet "Monde du travail", organisé par l'Organisation internationale du travail (OIT) les 14 et 15 juin à Genève (Suisse), indique un communiqué de l'institution.

"Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil national économique, social et environnemental, Pr. Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, prendra part aux travaux du sommet "Monde du travail", organisé par l'Organisation internationale du travail sous le slogan "+Justice sociale pour tous+

les 14 et 15 juin à Genève", précise le communiqué. Ce sommet se déroulera en présence du secrétaire général des Nations Unies, de présidents et chefs d'Etat et de gouvernement et de représentants d'organisations patronales et des travailleurs. Des tables rondes sont prévues lors de ce sommet pour débattre de questions ayant trait à l'emploi, à la justice

sociale, à la lutte contre l'inégalité et au renforcement de l'égalité des chances, outre le développement des compétences par l'enseignement et l'apprentissage. Il sera également question de commerce, d'emploi, de développement durable, de promotion des droits de l'homme et de droit au travail, conclut le communiqué.

ONU

Débat ouvert sur l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité internationales

L'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité internationales sera au centre d'un débat ouvert mardi au Conseil de sécurité de l'ONU. Au moins 70 participants, dont des membres du Conseil, des Etats membres de l'ONU et des missions d'observation, devraient prendre la parole lors du débat public. Le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, devrait faire un briefing, outre l'ancien président de la Colombie, lauréat du prix Nobel de la paix et membre du groupe de personnalités internationales influentes "The Elders" (les Anciens/les sages), Juan Manuel Santos, et un représentant

de la société civile du Moyen-Orient.

La rencontre, qui sera la deuxième réunion officielle du Conseil cette année sur un sujet lié au changement climatique, à la paix et à la sécurité, devrait souligner comment l'action climatique peut fournir des points d'entrée pour prévenir et résoudre les conflits et construire la paix. Plusieurs questions seront débattues lors de la réunion, entre autres, sur comment le Conseil de sécurité peut-il mieux intégrer l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité dans ses efforts de prévention, de résolution des conflits et de consolidation de la paix.

COMMISSION AFRICAINE

La crise soudanaise menace la sécurité de toute la région

Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a annoncé que la crise au Soudan constitue une menace pour le pays et pour toute la région.

Dans un discours prononcé, lundi, lors du 14e sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), à

Djibouti, Moussa Faki a fustigé les violences continues au Soudan.

Des questions relatives à la paix, la sécurité et le développement de la région ont été à l'ordre du jour du Sommet. "Tous les analystes sont d'accord sur le fait que si le conflit ne s'arrête pas immédiatement, la guerre civile éclatera, le chaos prévaudra et

l'Etat soudanais tout entier s'effondrera", a lancé le président de la Commission. Faki a souligné que la crise soudanaise exige une action rapide et unifiée et nécessite une forte solidarité de la part des gouvernements de l'Union africaine. "J'appelle à l'unité totale entre les organisations régionales et continentales", a-t-il déclaré.